SÉNAT

Session ordinaire de 1918.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 36^e SÉANCE

Séance du vendredi 28 juin.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Art. 1^{er}.

Etat :

Ministère des finances : MM. Klotz, ministre des finances, et Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances.

Adoption des chapitres 64 bis, 109 et 111 bis.

Ministère de la justice : Adoption des chapitres 11, 15, 17, 19 et 20.

Ministère des affaires étrangères : Adoption des chapitres 1^{er}, 11, 22 et 38.

Ministère de l'intérieur : Adoption des chapitres 23, 24, 57, 53, 67, 73, 78, 84 et 85.

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre : Adoption du chapitre 14.

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts : Adoption des chapitres 137 et 138.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : Adoption des chapitres 3, 11, 18, 21, 26, 40 bis, 40 ter, 40 quater, 45 bis, 45 ter et 45 quater. — Transports maritimes et marine marchande : Adoption des chapitres 3 et 22.

Ministère de l'agriculture : Adoption des chapitres 29 bis, 82, 87 et 116. — Ravitaillement général : Adoption des chapitres 1^{er} et 2.

Ministère des travaux publics et des transports : Adoption des chapitres 30, 50 et 56.

Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}.

Art. 2 à 4. — Adoption.

Art. 5 :

Amendement de M. Herriot : M. Herriot. — Retrait de l'amendement.

Adoption de l'article 5.

Art. 6 et 7. — Adoption.

Art. 8 de la Chambre des députés. — Disjonction.

Art. 8, 9 et 10. — Adoption.

Art. 12 de la Chambre des députés. — Disjonction.

Art. 13 de la Chambre des députés : MM. Klotz, ministre des finances ; Milliès-Lacroix, rapporteur général. — Adoption (sous le n° 11).

Art. 12 (ancien article 11). — Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

3. — Dépôt et lecture par M. Milliès-Lacroix d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés pour en assurer l'application à la ville de Paris (art. 8 disjoint du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918). — N° 281

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

4. — Dépôt par M. Klotz, ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le

Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918. — Renvoi à la commission des finances. — N° 282.

5. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Adoption des articles 1^{er} (état A), 2 à 6.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

6. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1917 à l'exercice 1918 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912).

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Adoption des articles 1^{er} (état A), 2 et 3.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

7. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Adoption des articles 1^{er} (état A) 2 à 9.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

8. — Dépôt, par M. Milliard, d'un rapport de M. Lhopiteau sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des services judiciaires pendant la durée de la guerre. — N° 283.

Dépôt, par M. Gavini, d'un rapport, au nom de la commission de l'armée, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes. — N° 284.

9. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Observations : M. Louis Martin.

Adoption des huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

10. — Proposition de résolution de MM. Couyba, Paul Doumer, Mascaraud, Paul Strauss, de Selves, Combes, Boudenoot, Touron, Larère et Chapuis :

MM. Couyba et Pams, ministre de l'intérieur.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption de la proposition de résolution.

11. — Dépôt et lecture par M. Milliès-Lacroix d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifié par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918. — N° 286.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale : MM. Hervey et Klotz, ministre des finances.

Art. 1^{er}.

Etat A :

Ministère des finances : adoption des chapitres 21, 31, 50, 52, 53, 56, 63, 64 bis, 71, 73, 82, 83, 89, 100, 101, 107, 109, 111 bis, 146 et 146 bis.

Ministère de la justice : adoption des chapitres 11, 15, 17, 19, 20 et 30, puis 25 des services pénitentiaires.

Ministère des affaires étrangères : adoption des chapitres 1, 11, 22, 24, 24 bis, 35 et 38.

Ministère de l'intérieur : adoption des chapitres 22, 23, 24, 57, 58, 67, 71, 72, 73, 78, 81, 84, 85, 100 et 109.

Ministère de l'armement et des fabrica-

tions de guerre : adoption des chapitres 14, 16 et 23.

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts : adoption des chapitres 132, 137, 138 et 155, puis 99 et 100 bis des Beaux-arts.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande : adoption du chapitre 36, des chapitres 3, 4 et 4 quinquies, 11, 18, 20, 21, 25, 28, 27, 29, 31, 40 bis, 40 ter, 40 quater, 45 bis, 45 ter, 45 quater des postes et des télégraphes, des chapitres 1, 3, 22, 33 et 34 de la marine marchande.

Ministère du travail et de la prévoyance sociale : adoption du chapitre 69.

Ministère des colonies : adoption des chapitres 1^{er}, 14, 17, 27 et 40.

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement : adoption des chapitres 29 bis, 80, 85, 88, 89, 93, 114 et des chapitres 1^{er} à 4 du ravitaillement général.

Ministère des travaux publics et des transports : adoption des chapitres 30, 50, 56 et 78.

Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er} ajournée.

Adoption des articles 3 bis, 9 bis, 13, 14 bis, 14 ter, 15, 16, 16 bis, 17, 39.

Art. 41 :

Etat D :

Imprimerie nationale : adoption des chapitres 7 et 19.

Légion d'honneur : adoption du chapitre 16

Caisse nationale d'épargne : adoption des chapitres 8 et 13.

Caisse des invalides de la marine : adoption et chapitre 15.

Chemin de fer de l'Etat : adoption des chapitres 1, 2 et 17 bis.

Adoption de l'ensemble de l'article 41.

Adoption de l'article 1^{er} précédemment ajourné.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

12. — Dépôt, par M. Milliès-Lacroix, d'un avis de la commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but d'attribuer à la marine un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur. — N° 291.

13. — Règlement de l'ordre du jour : MM. Peytral, Larère, Dominique Delahaye et Etienne Flandin.

Fixation de la prochaine séance au mardi 9 juillet.

Suspension et reprise de la séance.

13. — Dépôt par M. Klotz, ministre des finances de deux projets de loi adoptés par la Chambre des députés, adoptés avec modifications par le Sénat, modifiés par la Chambre des députés :

Le 1^{er} portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils. — N° 287.

Le 2^e portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918. — N° 288.

Renvoi des deux projets de loi à la commission des finances.

14. — Dépôt par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Art. 7 (seul soumis à la discussion). — Disjonction.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

15. — Dépôt par M. Milliès-Lacroix d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre

du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Art. 8 (seul soumis à la discussion). — Adoption du texte de la commission.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

Suspension et reprise de la séance.

Prochaine séance fixée au mardi 9 juillet.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

2. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS ADDITIONNELS. — BUDGET DES SERVICES CIVILS DE 1918

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918. J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

Art. 1^{er}. — M. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 7 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

• Par le Président de la République :

* Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Chauvy, ancien inspecteur des finances, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget

ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 26 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances.

« L.-L. KLOTZ. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

Budget ordinaire des services civils.

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 31 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, des crédits s'élevant à la somme totale de 25,170,921 fr.

« Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi. »

Je vais donner lecture de cet état.

M. L.-L. Klotz, ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Messieurs, M. le rapporteur général de la commission des finances, avec la très haute autorité, non seulement de sa fonction, mais de sa personne, dit, dans son rapport, que la procédure suivie par la Chambre des députés sur la proposition de sa commission du budget pour les chapitres intéressant le ministère des finances devait être modifiée, et que le ministre des finances avait eu raison de demander des crédits pour des dépenses nouvelles qui n'avaient pas encore été autorisées par les Assemblées. C'est, en effet, la bonne doctrine. Mais un accord explicite a été établi à ce sujet devant la Chambre elle-même, et il a été expressément admis que, les crédits paraissant suffisants à l'heure actuelle, il n'était pas nécessaire de voter des augmentations sur une série de chapitres.

La commission des finances, reprenant la proposition initiale du Gouvernement, demande l'inscription au budget des crédits correspondant à ces dépenses nouvelles. Je me permets de signaler que cela aurait l'inconvénient de créer des complications pour la discussion du budget lui-même. Si on ajoutait ces crédits dans le cahier de crédits additionnels, on serait obligé de les faire figurer également, et pour l'année entière, dans la loi de finances applicable à l'exercice 1918.

En remerciant la commission des finances d'avoir donné son adhésion si autorisée à la thèse soutenue par le Gouvernement, je lui demande de ne pas insister. Il est entendu que si, une autre fois, devant la Chambre, on voulait, en supprimant des crédits, supprimer cette discussion par les Chambres, non seulement des crédits, mais des améliorations, des modifications de services que leur vote autorise, je m'appuierais sur votre autorité pour demander à la Chambre de n'en rien faire. Mais, pour aujourd'hui, étant donné que l'accord pourra être facilement réalisé, et tout en donnant acte à la commission des finances de ses

légitimes observations, je la prie de ne pas insister pour le rétablissement de crédit demandé par elle. (Très bien! très bien!)

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, la procédure adoptée par la Chambre des députés ne pouvait être suivie par la commission des finances.

Par l'organe de l'honorable M. Louis Marin, rapporteur général, la commission du budget de la Chambre, pour un certain nombre de crédits demandés par M. le ministre des finances en vue d'engager de nouvelles dépenses: créations d'emplois, attribution d'indemnités, etc..., a donné son approbation aux mesures proposées, tout en concluant au rejet des crédits sollicités à raison des disponibilités existant sur les chapitres.

Mais le Parlement, pour autoriser les dépenses, doit voter les crédits correspondants. M. le ministre des finances le reconnaît et il ne pouvait faire autrement. Il nous demande néanmoins de revenir sur notre décision et de ne pas incorporer dans le cahier de crédits additionnels les crédits dont il s'agit, afin de faciliter l'accord qui se produira tout à l'heure, je l'espère, entre la Chambre et le Sénat, pour le vote du budget de 1918. La commission des finances tient à donner à M. le ministre des finances cette marque de confiance et à collaborer avec lui.

M. le ministre. Je suis sensible à cette déclaration, et j'en suis très honoré.

M. le rapporteur général. Elle consent donc à ne pas maintenir ses propositions et elle vous demande, messieurs, de voter les crédits tels qu'ils ont été adoptés par la Chambre des députés.

M. le ministre. Je remercie la commission des finances.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je donne lecture des chapitres qui doivent être soumis au vote du Sénat.

Ministère des finances.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 64 bis. — Impressions relatives au service des allocations temporaires aux petits retraités de l'Etat, 59,000 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 109. — Indemnités diverses et secours du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 167,310 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 111 bis. — Frais concernant l'exécution de la loi du 9 mars 1918 relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, 10,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la justice.

1^{re} section. — Services judiciaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 11. — Cours d'appel. — Personnel, 720 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Tribunaux de première instance. — Personnel, 23,440 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Tribunaux de commerce, 16,560 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Tribunaux de simple police, 5,760 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 20. — Justices de paix, 207,900 fr. » — (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Personnel de l'administration centrale, 42,405 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 11. — Frais de représentation, 24,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 22. — Oeuvres françaises en Orient, 500,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 38. — Dépenses de la commission permanente internationale des contingents, du comité d'action économique, des bureaux économiques en Suisse et du bureau des licences d'importation à Londres, 32,800 francs. » — (Adopté.)

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 23. — Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des *Journaux officiels*, 80,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 24. — Matériel des *Journaux officiels*, 500,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 57. — Secours d'extrême urgence, 10,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 58. — Frais de transport gratuit des personnes sans ressources, 750,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 67. — Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime, 64,400 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 73. — Indemnités journalières aux agents de police auxiliaires, 550,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 78. — Frais d'application dans les départements du décret du 2 avril 1917 portant création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers, 400,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 81. — Frais de police de l'agglomération lyonnaise, 17,750 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 85. — Frais de la police marseillaise, 63,400 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

Mines et combustibles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Personnel.

« Chap. 14. — Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires, 3,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

1^{re} section. — Instruction publique.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 137. — Frais de suppléance et de maladie des instituteurs et des institutrices, 300,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 138. — Indemnités de remplacement des institutrices en couches, 120,000 francs. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

2^e section. — Postes et télégraphes.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 7,670 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 11. — Rétribution des agents non commissionnés et frais d'aide, 2,964,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 18. — Chaussures, habillement, équipement, frais de premier établissement, 830,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 21. — Matériel des bureaux, 900 francs. » — (Adopté.)
 « Chap. 26. — Achat de voitures automobiles pour l'organisation de courriers transportant les dépêches postales, les voyageurs et les messageries; frais d'exploitation de ces courriers, 292,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 40 bis. — Transports postaux par avions. — Traitement et solde du personnel, 11,825 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 40 ter. — Transports postaux par avions. — Indemnités diverses du personnel civil et militaire. — Pensions, 14,984 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 40 quater. — Transports postaux par avions. — Matériel et dépenses diverses, 90,587 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 45 bis. — Personnel des bureaux des chèques, 6,022 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 45 ter. — Indemnités et dépenses diverses du personnel. — Services des comptes courants et des chèques postaux, 950 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 45 quater. — Dépenses de matériel. — Service des comptes courants et des chèques postaux, 126,468 fr. » — (Adopté.)

3^e section. — Transports maritimes et marine marchande.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 67,567 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 22. — Encouragements aux pêches maritimes, 2,600,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

1^{re} section. — Agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 29 bis. — Participation aux frais de transport par mer des machines de récolte importées avant le 1^{er} août 1918, 1,500,000 francs. » — (Adopté.)
 « Chap. 82. — Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles, 12,321,053 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 87. — Frais de tournées des inspecteurs de la répression des fraudes. — Secours, allocations diverses, indemnités, 30,000 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 116. — Primes pour la destruction des loups et des sangliers. — Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture dans les forêts domaniales, 350,000 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Ravitaillement général.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du sous-secrétaire d'Etat et personnel de l'administration centrale, 750 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 2. — Indemnités au cabinet du sous-secrétaire d'Etat. — Indemnités spéciales. — Travaux extraordinaires et alloca-

tions diverses. — Secours au personnel de l'administration centrale, 250 fr. » — (Adopté.)

Ministère des travaux publics et des transports.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Dépenses ordinaires.

§ 1^{er}. — Personnel.

« Chap. 30. — Personnel des phares et balises. — Indemnités diverses non permanentes, frais de changement de résidence, secours, etc., 2,250 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 50. — Nivellement général de la France. — Frais généraux de personnel, 8,750 fr. » — (Adopté.)

§ 2. — Entretien.

« Chap. 56. — Frais des bureaux des ingénieurs des mines attachés au contrôle des chemins de fer, 1,050 fr. » — (Adopté.)
 Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.
 (L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président.

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES

« Art. 2. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial intitulé : « Règlement des opérations concernant la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre ».

« Sont portés au crédit de ce compte les recouvrements effectués au titre de cette contribution postérieurement à la clôture de l'exercice qu'ils concernent.

« Sont inscrits au débit les dégrèvements accordés sur la même contribution et qui doivent donner lieu à un remboursement effectif.

« Les autres dégrèvements, ainsi que les détaxes prévues par l'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1916, sont imputés en déduction du montant des rôles.

« Chaque année, le relevé des prises en charge et des réductions de titres concernant l'exercice écoulé sera annexé à la troisième des situations trimestrielles qui, en vertu des dispositions de l'article 15 de la loi du 29 septembre 1917, doivent être communiquées aux commissions financières des Chambres pour tous les comptes spéciaux du Trésor.

« La loi de finances qui suivra l'expiration du délai fixé par le troisième paragraphe de l'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1916 déterminera les conditions dans lesquelles sera soldé le compte créé par le présent article. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4, titre III, de la loi de finances du 8 avril 1910, les relevés nominatifs des ouvriers ou employés occupés à l'exploitation des mines ou aux industries annexes à la date du 1^{er} janvier 1914, qui ont été établis pour servir à la répartition du fonds commun de la redevance communale des mines de l'exercice 1915, serviront également à la répartition du fonds commun de l'exercice 1919. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 8 de la loi du 7 mai 1864 sur l'admission temporaire des sucres sera appliqué en cas de non paiement à l'échéance des obligations cautionnées souscrites pour les droits dont le recouvrement est confié à l'administration des contributions indirectes. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les centimes additionnels communaux imposés au titre des contribu-

tions foncière, personnelle mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, sont attribués dans les conditions suivantes :

« Le montant des centimes compris dans chacun des rôles émis est divisé en quinzièmes et chacune de ces fractions est attribuée à la commune le 1^{er} de chaque mois à partir du 1^{er} février.

« En ce qui concerne les centimes imposés dans les rôles émis postérieurement au 31 janvier, leur montant est divisé en autant de fractions égales qu'il y a de mois à courir jusqu'au 1^{er} avril de l'année suivante et chacune de ces fractions est attribuée à la commune le 1^{er} de chaque mois pour le mois écoulé.

« Exceptionnellement, la dernière attribution de l'exercice est opérée à la date du 20 mars pour le mois courant.

« Dans le cas où les recouvrements n'auraient pas atteint dans une commune huit douzièmes, au 31 décembre de l'année précédente, les centimes additionnels communaux pourront être attribués, sur chacun des rôles émis, d'après la proportion des recouvrements de l'année précédente, dans des conditions qui seront fixées par arrêté ministériel.

« Les dispositions du présent article auront leur effet à partir des rôles de l'exercice 1917. »

M. Herriot, propose d'ajouter à cet article la disposition suivante :

« Toutefois, pendant la guerre et l'année qui suivra la cessation des hostilités, les recouvrements servant de base à l'attribution seront ceux constatés au 31 décembre 1913. »

La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Messieurs, depuis le moment où j'ai déposé cet amendement, M. le ministre des finances m'a fait l'honneur de me fournir par écrit des précisions qui me donnent satisfaction. Je remercie M. le ministre des finances et je retire mon amendement. *(Très bien! très bien!)*

M. le président. L'amendement est retiré. Je mets aux voix l'article 5 dont j'ai donné lecture.

(L'article 5 est adopté.)

M. le président. « Art. 6. — Les allocations temporaires aux petits retraités de l'Etat résultant des lois des 18 octobre 1917 et 27 et 30 avril 1918 ne sont pas soumises aux effets des saisies-arrêts. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Pendant la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter du décret fixant la cessation des hostilités, le prix de journée des personnes placées dans les hôpitaux ou hospices au compte des communes, des départements ou de l'Etat en exécution des lois des 15 juillet 1893, 27 juin 1904 et 14 juillet 1905, est fixé par arrêté du préfet sur la proposition des commissions administratives et après avis du conseil général; il pourra être révisé annuellement et ne sera pas inférieur au prix de journée constaté pour l'année précédente.

« La fixation du prix de journée aura effet du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle aura été pris l'arrêté du préfet.

« En cas de contestations, les recours seront portés dans un délai de deux mois devant la section permanente du conseil supérieur de l'assistance publique qui statue et fixe définitivement les prix de journée à rembourser aux établissements hospitaliers.

« Un règlement d'administration publique, rendu après avis de la section permanente du conseil supérieur de l'assistance publique, déterminera les conditions d'application de la présente disposition. » — (Adopté.)

Ici, messieurs, la Chambre avait voté un article 8 ainsi conçu :

« Un décret fixera les conditions d'application particulière à la ville de Paris et au département de la Seine de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés. »

Votre commission vous propose de disjoindre cette disposition.

Je mets aux voix le texte voté par la Chambre des députés.

(Le texte de la Chambre n'est pas adopté.)

M. le président. « Art. 8. — Le taux des indemnités prévues au dernier alinéa de l'article 12 de la loi du 27 juillet 1917 sera fixé par décret, en tenant compte de la longueur du déplacement et du nombre de jours de présence aux sessions du conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Le musée Rodin, constitué à l'hôtel Biron, dans la chapelle et le jardin y adossé, ainsi que dans son annexe de Meudon, est doté, à partir du 18 novembre 1917, de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de fonctionnement de ce musée et généralement toutes les mesures d'application du présent article. » — (Adopté.)

« Art. 10. — Sont supprimées les remises, perceptions et prélèvements payés à un titre quelconque aux comptables et agents des postes, télégraphes et téléphones pour les opérations effectuées par le service des postes, télégraphes et téléphones.

« Il sera fait recette au profit du Trésor du montant de ces remises, perceptions ou prélèvements.

« Un décret fixera les conditions d'application du régime nouveau qui entrera en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1918.

« Ces dispositions ne s'étendent pas aux remises et gratifications concernant les émissions du Trésor et ne sont pas applicables aux sous-agents. » — (Adopté.)

Ici, messieurs, la Chambre des députés a voté l'article 12 suivant : « L'administration des postes est autorisée à faire transporter des objets de correspondance par avions contre paiement de taxes supplémentaires dont le taux sera fixé par décret et qui s'ajouteront aux taxes postales ordinaires applicables aux envois de même catégorie. Ces taxes supplémentaires seront soumises à l'approbation des Chambres dans la plus prochaine loi de finances.

« Les conditions d'exécution du nouveau service seront fixées par arrêté ministériel.

« L'administration n'encourra, pour le transport des correspondances par avions, d'autre responsabilité que celle prévue par les lois qui régissent les transports par la poste. »

Votre commission des finances vous propose la disjonction de cette disposition.

Je consulte le Sénat sur la disjonction.

(La disjonction est prononcée.)

M. le président. La Chambre avait voté un article 13 que votre commission vous demande de disjoindre. J'en donne lecture.

« Art. 13. — Sont supprimés à l'administration centrale des affaires étrangères : 1 emploi de directeur, 1 emploi de sous-directeur et 2 emplois de chef de bureau.

« Sont créés à la même administration : 4 emplois de chef de service, dont 1 directeur adjoint. Ces créations seront faites dans la limite des crédits budgétaires. »

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Messieurs, la Chambre des députés avait voté un article 13 ainsi conçu :

« Sont supprimés à l'administration centrale des affaires étrangères : un emploi de directeur, un emploi de sous-directeur et deux emplois de chef de bureau.

« Sont créés à la même administration : quatre emplois de chefs de service, dont un directeur adjoint. Ces créations seront faites dans la limite des crédits budgétaires. »

La commission des finances a considéré que cet article, qui avait pour objet de réorganiser l'administration centrale du ministère des affaires étrangères, émanait, non du Gouvernement, mais de l'initiative de la commission du budget de la Chambre. Par un scrupule qui l'honore, elle s'est demandé si cette initiative parlementaire avait l'adhésion du Gouvernement. S'agissant de la réorganisation de l'administration centrale d'un ministère, la commission a tenu à être assurée que cette réforme était prise en main par le Gouvernement, responsable de son exécution.

Je me suis concerté avec mon collègue du ministère des affaires étrangères et nous sommes tombés d'accord, l'un et l'autre, pour que cette modification soit réalisée, car elle peut avoir un intérêt pour le service.

Dans ces conditions, je demande à la commission des finances de vouloir bien ne pas insister pour la disjonction, étant donné que le Gouvernement prend ici même à son compte le texte de la Chambre, que le Sénat peut considérer désormais comme émanant de l'initiative du Gouvernement. *(Marques d'approbation.)*

M. Peytral, président de la commission des finances. Sans augmentation de crédits.

M. le ministre. Parfaitement : il n'y a pas d'augmentation de crédits.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Les dispositions faisant l'objet de l'article 13 voté par la Chambre des députés ont pour but d'autoriser la réorganisation partielle de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères.

D'après le rapport de M. Louis Marin et d'après M. Raiberti, rapporteur spécial, cette réorganisation était d'initiative parlementaire. Il semblait que le Gouvernement y avait seulement donné son adhésion.

La commission des finances a pour principe de n'adopter de modifications à l'organisation de l'administration centrale d'un département ministériel que lorsque l'initiative en vient du Gouvernement lui-même, seul responsable. Aujourd'hui, le Gouvernement prend à son compte cette réorganisation. Dans ces conditions, la commission des finances ne fait plus d'objection à la réforme et vous demande de voter l'article tel qu'il a été adopté par la Chambre des députés. *(Très bien! très bien!)*

M. le président. La commission renonçant à sa demande de disjonction, je consulte le Sénat sur l'article 13 de la Chambre des députés, qui deviendrait article 11. J'en donne une nouvelle lecture.

« Sont supprimés à l'administration centrale des affaires étrangères : 1 emploi de directeur, 1 emploi de sous-directeur et 2 emplois de chef de bureau.

« Sont créés à la même administration : 4 emplois de chef de service, dont 1 directeur adjoint. Ces créations seront faites dans la limite des crédits budgétaires. »

(Ce texte est adopté.)

M. le président. « Art. 12 (ancien art. 11). — La participation de l'Etat aux dépenses des départements afférentes aux indemnités de cherté de vie et de charges de famille accordées, pendant la durée de la guerre, aux employés titulaires des préfectures et des sous-préfectures est établie en conformité du barème ci-dessous :

VALEUR DU GENTIME départemental rapporté à la population par 100 habitants.	PORTION de la dépense à couvrir	
	par les dépar- tements.	par l'Etat.
	p. 100.	p. 100.
De 5 fr. et au-dessous.....	33	67
De plus de 5 fr. à 6 fr. inclus..	36	64
— 6 — 7 —	39	61
— 7 — 8 —	42	58
— 8 — 9 —	45	55
— 9 — 10 —	48	52
— 10 — 11 —	51	49
— 11 — 12 —	54	46
— 12 — 13 —	57	43
— 13 — 14 —	60	40
— 14 — 15 —	63	37
Au-dessus de 15 fr.....	66	34

« Les départements envahis bénéficient de la situation faite aux départements de la première catégorie. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il y a lieu à scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour.....	231

Le Sénat a adopté.

3. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LE LOGEMENT DES RÉFUGIÉS

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Millès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés pour en assurer l'application à la ville de Paris (art. 8 disjoint du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918).

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, le Gouvernement avait demandé à la Chambre des députés l'insertion, dans le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services de l'exercice 1918, d'une disposition ayant pour objet de déléguer à un décret le pouvoir de déterminer les conditions dans lesquelles la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés,

serait appliquée à la ville de Paris et au département de la Seine.

Le Sénat vient, sur la proposition de sa commission des finances, de disjoindre cette disposition du projet de loi précité. La haute Assemblée a ainsi tenu, dans la circonstance, à appliquer le principe que les lois de finances ne doivent contenir que des dispositions d'ordre financier ou budgétaire.

Nous avons l'honneur, par le présent rapport, de demander au Sénat de reprendre le projet du Gouvernement et de l'adopter sous une forme nouvelle, d'accord avec M. le ministre de l'intérieur.

La loi du 19 avril 1918 a attribué aux préfets le droit de réquisition des immeubles et locaux vacants, meublés ou non meublés, en vue d'assurer le logement des réfugiés, rapatriés et en général de tous ceux qu'un fait de guerre prive momentanément de leur logement. Le même droit de réquisition, s'applique, lorsqu'il est nécessaire d'approprier des immeubles non meublés, aux objets mobiliers chez les marchands ou revendeurs de meubles.

Les préfets des départements seraient assistés dans ces opérations de réquisition par les maires et des commissions communales composées du maire, d'un percepteur et de deux répartiteurs désignés par le conseil municipal.

La loi détermine les conditions dans lesquelles seront fixés les prix de location des immeubles et meubles réquisitionnés.

Or, l'administration a constaté que les dispositions d'ordre réglementaire, relatives à l'exercice du droit de réquisition et au règlement des prestations, étaient, en raison de leur texte, inapplicables à la ville de Paris. C'est pourquoi, à sa demande, la Chambre des députés avait voté, dans le projet de loi n° 4714, la disposition suivante, destinée à combler cette lacune :

« Un décret fixera les conditions d'application particulières à la ville de Paris et au département de la Seine de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés ».

Ainsi conçue, cette disposition aurait eu pour effet de déléguer au Gouvernement le droit d'apporter par un simple décret, à l'ensemble de la loi telles modifications qu'il lui aurait convenu, au besoin, de toucher aux questions de principe qu'elle comporte, sous couleur d'en faciliter l'application quant à Paris et au département de la Seine. C'était inadmissible, car la modification des lois, comme l'a fait remarquer la commission des finances, ne saurait être du ressort des décrets.

Il y a lieu toutefois d'obvier à bref délai à certaines difficultés d'ordre réglementaire qui ressortent pour l'application de la loi à la ville de Paris de la généralité de ses termes. Dans cet objet, votre commission des finances a examiné avec le Gouvernement quelles mesures il serait opportun de prendre. Et c'est d'un commun accord que nous avons arrêté un texte qui limitera aux questions d'ordre purement réglementaire le pouvoir qu'il est nécessaire de donner au Gouvernement pour déterminer les conditions d'application de la loi à la ville de Paris, par décret en conseil d'Etat.

L'article 3 de la loi du 19 avril 1918 dispose que, pendant la durée des hostilités, l'état des locaux susceptibles d'être réquisitionnés sera dressé tous les six mois par une commission composée du maire, d'un percepteur et de deux répartiteurs désignés par le conseil municipal.

La question se pose d'abord de savoir à qui, du préfet de la Seine ou du préfet de police, incombe le soin de constituer la

commission prévue par l'article 3. Une fois cette question tranchée, la constitution de la commission (ou plutôt des commissions, par arrondissement, par exemple) rencontre des obstacles, notamment dans ce fait, que les percepteurs sont très peu nombreux et que les répartiteurs, moins nombreux encore, et en majeure partie mobilisés, sont, en outre, des fonctionnaires et non des élus du conseil municipal.

Aux termes de l'article 4 de la loi, « l'état dressé par la commission est immédiatement envoyé au préfet qui, dès qu'un convoi de rapatriés lui est signalé, désigne les communes entre lesquelles ces réfugiés sont répartis par famille. Le préfet, sur le vu de l'état de ces logements, désigne les immeubles qu'il réquisitionne dans la commune et en adresse notification au maire. Lors de l'arrivée des contingents attribués à sa commune, le maire ou son délégué procède à la répartition des locaux ainsi désignés entre les réfugiés, suivant leur situation de famille, leur parenté, etc. »

Or, les convois de réfugiés ou rapatriés n'ont jamais eu pour destination définitive la capitale ; ils y ont été, depuis le début des hostilités, dirigés en nombre considérable, mais pour être évacués, au fur et à mesure, sur d'autres destinations indiquées par le ministre. Une partie des réfugiés ou rapatriés qui résident actuellement à Paris y sont revenus individuellement, sur avis favorable de la préfecture de police, après avoir justifié qu'ils y avaient domicile et travail assurés ; le plus grand nombre y est venu sans autorisation et en infraction aux prescriptions réglant la situation des réfugiés.

Des difficultés d'une autre nature sont à prévoir. Il n'existe plus à Paris d'immeubles vacants, si ce n'est des immeubles inachevés ou en cours de transformation et pour lesquels les propriétaires ne sont pas disposés à faire achever les travaux, qui nécessiteraient, en général, de grosses dépenses ainsi qu'une main-d'œuvre et des matériaux difficiles à trouver. Quant aux logements ou appartements de prix modeste ou moyen, ils sont déjà occupés, non seulement par des familles parisiennes, mais par l'énorme population flottante des réfugiés et rapatriés et des familles de militaires et de mobilisés en usines ; le reliquat en est infime. Aussi, les intéressés ne manqueront-ils pas de demander que l'attribution leur soit faite de tous les locaux disponibles, quel que soit le prix du loyer.

Enfin, les articles 5, 8, 9, 10, 12 et 15 font intervenir le préfet et le maire dans diverses mesures (nomination d'experts, état des lieux, inventaire et réquisition des objets mobiliers, réclamations, etc...), dans des conditions inapplicables pour Paris.

De tout ce qui précède, il résulte que des modalités spéciales doivent être envisagées pour assurer l'application de la loi à la ville de Paris. Une étude en doit être faite avec soin. Seul un décret en conseil d'Etat peut apporter une solution aux questions soulevées plus haut.

Par les motifs qui précèdent, votre commission des finances a l'honneur, d'accord avec le Gouvernement, de vous proposer l'adoption du projet de loi dont j'ai eu l'honneur de remettre le texte entre les mains de M. le président.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues, dont voici les noms : MM. Bersez, Raynard, Fagot, Fabien Cesson, Trystram, Charles-Dupuy, Hayez, Bodinier, Mougeot, Doumer, Flaudin, Touron, Strauss, Brager de la Ville-Moysan, Mercier, Nègre, Brindeau, Aubry, Fenoux, plus une signature illisible.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?

Je donne lecture de l'article unique:

« Article unique. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application à la ville de Paris des articles 3, 4, 5, 9, 10, 12 et 15 de la loi du 29 avril 1918, relative à la réquisition des logements vacants. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

La commission propose de libeller comme suit l'intitulé du projet de loi :

« Projet de loi tendant à compléter la loi du 19 avril 1918 relative aux logements et à l'installation des réfugiés ou rapatriés pour en assurer l'application à la ville de Paris. »

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi décidé.

4. — DÉPÔT DE PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. L.-L. Klotz, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

5. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT DES CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1917

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 12 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

• Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Chauvy, ancien inspecteur des finances, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 26 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1917

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits alloués par la loi du 7 mars 1918 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 1,085,347 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi... »

Je donne lecture de l'état A.

Ministère de la justice.

2^e section. — Services pénitentiaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 9 bis. — Application de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée, 126,860 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Remboursements divers occasionnés par le séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires, 6,287 fr. » (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 18. — Frais de correspondance, 952,200 fr. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen du budget général de l'exercice 1917. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1917 par la loi du 7 mars 1918 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, une somme de 12,973,608 francs est et demeure définitivement an-

nulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 100. — Part contributive de l'Etat dans les dépenses résultant de la responsabilité civile des communes (loi du 16 avril 1914), 566,500 fr. »

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

2^e section. — Postes et télégraphes.

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 19. — Impressions et publications, 86,055 fr. »

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

1^{re} section. — Agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 74. — Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles, 12,321,053 fr. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2. (L'article 2 est adopté.)

M. le président.

TITRE II

BUDGETS ANNEXÉS RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Ancien réseau des chemins de fer de l'Etat.

« Art. 3. — Il est ouvert au ministre des travaux publics et des transports, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits alloués par la loi du 7 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe de l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 322,500 fr. et applicable au chapitre 1^{er} : Administration centrale et dépenses générales. — Personnel.

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1917. » — (Adopté.)

Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.

« Art. 4. — Il est ouvert au ministre des travaux publics et des transports, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits alloués par la loi du 7 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 1,199,060 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 1^{er}. — Administration centrale et dépenses générales. — Personnel, 1,049,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Annuité de rachat due à la compagnie de l'Ouest, 85,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Charges des obligations émises pour faire face aux dépenses de premier établissement du réseau depuis le rachat, 65,000 fr. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1917. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 4.

L'article 4 est adopté.

« Art. 5. — Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics et des transports au titre de l'exercice 1917, par la loi du 7 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, une somme de 150,000 fr. est et demeure définitivement annulée au titre du chapitre 23 : Charges nettes du capital (y compris les intérêts des avances du Trésor et les frais de service des titres). » — (Adopté.)

« Art. 6. — Est diminué d'une somme de 150,000 fr. le montant des obligations amortissables que le ministre des finances a été autorisé, par l'article 32 de la loi du 30 décembre 1916, par l'article 8 de la loi du 31 mars 1917, par l'article 6 de la loi du 30 juin 1917, par l'article 13 de la loi du 29 septembre 1917 et par l'article 12 de la loi du 29 mars 1918, à émettre pour subvenir aux dépenses de la deuxième section du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1914. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	229
Majorité absolue.....	115
Pour.....	229

Le Sénat a adopté.

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AU REPORT DE CRÉDITS DE L'EXERCICE 1917 A L'EXERCICE 1918

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1917 à l'exercice 1918 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912).

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française, « Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1917 à l'exercice 1918.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 12 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

» Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,
« L. L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française, « Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Chauvy, ancien inspecteur des finances, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement pour assister le ministre des finances au Sénat dans la discussion du projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1917 à l'exercice 1918.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 26 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

» Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1917, par la loi du 7 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 15,046,685 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère des finances.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 57. — Matériel de l'administration centrale, 159,615 fr. »

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 132 quater. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement, 300 fr. »

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 21. — OEuvres françaises au Maroc, 5,860 fr. »

« Chap. 24 ter. — Construction de deux écoles primaires françaises à Tanger, 310,000 francs. »

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 60. — Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime, 100,000 francs. »

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

2^e section. — Beaux-arts.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 97. — Construction d'un immeuble, avenue de Suffren, pour la marine, 44,182 fr. »

« Chap. 100. — Service des eaux de Ver-

sailles et de Marly. — Renforcement des moyens d'élévation de la machine de Marly, 175,803 fr. »

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

2^e section. — Postes et télégraphes.

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 17. — Frais de loyer. — Bâti-ments et mobilier, 1,096,951 fr. »

« Chap. 18. — Matériel des bureaux, 78,000 fr. »

« Chap. 21 bis. — Construction de wagons-poste, 1,755,433 fr. »

« Chap. 22. — Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 6,046,504 fr. »

« Chap. 24. — Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 5,125,000 fr. »

« Chap. 25. — Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs, 149,032 fr. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 31 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, des crédits s'élevant à la somme totale de 11,874,980 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

Ministère des finances.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 63. — Matériel de l'administration centrale, 159,615 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 146 bis. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement, 300 fr. » — (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 21. — OEuvres françaises au Maroc, 5,860 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24 bis. — Construction de deux écoles primaires françaises à Tanger, 310,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 67. — Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime, 100,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

2^e section. — Beaux-Arts.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 99. — Services des eaux de Versailles et de Marly. — Renforcement des moyens d'élévation de la machine de Marly, 175,803 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100 bis. — Construction d'un im-

meuble, avenue de Suffren, pour la marine, 44.182 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

2^e section. — Postes et télégraphes.

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 20. — Frais de loyer. — Bâti-ments et mobilier, 1,003,246 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Construction de wagons-poste, 1,755,438 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 6,046,504 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 5,125,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs, 149,032 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2. (L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande, en addition aux crédits provisoires alloués, au titre de l'exercice 1918, par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales, un crédit de 291,070 fr., applicable au chapitre A des dépenses exceptionnelles de la 2^e section (postes et télégraphes) de son ministère : « Reconstitution des services postal, télégraphique et téléphonique dans les régions envahies. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants..... 227

Majorité absolue..... 114

Pour..... 227

Le Sénat a adopté.

7. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1918

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du président du conseil, ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, et M. Boutin, sous-intendant militaire de

1^{re} classe, sous-directeur à la direction de l'intendance, au ministère de la guerre, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le président du conseil, ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, des crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

« Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 22 mai 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République,

Le président du conseil, ministre de la guerre,
« GEORGES CLEMENCEAU. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,
« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 24 mai 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Chauvy, ancien inspecteur des finances, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 26 juin 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la marine,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi

constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, dans les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Desforges, directeur de la comptabilité générale au ministère de la marine, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la marine, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

« Art. 2. — Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 21 mai 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

Le ministre de la marine,
« GEORGES LEYGUES. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

BUDGET DES DÉPENSES MILITAIRES ET DES DÉPENSES EXCEPTIONNELLES DES SERVICES CIVILS

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, des crédits additionnels s'élevant à la somme totale de 406,779,225 francs.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère des finances.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. D. — Service de la trésorerie et des postes aux armées. — Personnel. — Traitements, 974,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. E. — Services de la trésorerie et des postes aux armées. — Personnel. — Indemnités, 347,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères

« Chap. F. — Service des prisonniers de guerre, 12,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. H. — Frais de réception en France et d'envoi à l'étranger de missions extraordinaires motivées par les hostilités, 100,000 francs. » — (Adopté.)

Ministère de l'intérieur.

Dépenses exceptionnelles.

3^e Partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. G. — Dépenses d'entretien des personnes sans moyens d'existence 6va-1

cuées des places fortes et des étrangers évacués sur certaines régions de l'intérieur, 36,000,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. M. — Indemnités journalières aux agents de police auxiliaires (surveillance des usines de guerre), 168,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. P. — Fonctionnement de la commission supérieure d'assistance aux réfugiés. — Personnel, 833 fr. » — (Adopté.)

« Chap. Q. — Fonctionnement de la commission supérieure d'assistance aux réfugiés. — Matériel, 500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. R. — Service des réfugiés. — Rémunération d'auxiliaires, 2,640 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la guerre.

1^{re} Section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

3^e Partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 89,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Solde de l'armée, 141,390,700 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Service pénitentiaire, 227,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Remonte, 129 millions de francs. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Personnel des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts, 6 millions de francs. » — (Adopté.)

Algérie et Tunisie.

« Chap. 57. — Allocations aux militaires soutiens de famille, 2,490,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Justice militaire, 43,750 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 59. — Etablissements pénitentiaires et sections d'exclus, 498,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 66. — Etablissements de l'intendance. — Personnel, 62,200 fr. » — (Adopté.)

Divers.

« Chap. 84. — Emplois de fonds provenant de legs ou de donations, 30 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

Armement et fabrications de guerre.

3^e Partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 4 *ter*. — Dépenses techniques de la direction des inventions, 1 million de francs. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Matériel de l'artillerie, 10,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Armes portatives. — Grenades et artifices de signalisation, 100,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Bâtiments et moteurs, 5,900,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Avances au budget annexe des poudres pour bâtiment et outillage, 61,643,150 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la marine.

3^e Partie. — Services généraux des ministères

TITRE I^{er}. — Frais généraux d'administration. — Entretien de la marine militaire.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre du

sous-secrétaire d'Etat et du personnel de l'administration centrale, 73,353 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Personnels divers en service à Paris, 2,490 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 29,160 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Impressions. — Livres et reliures. — Archives, 240,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte, 204,754 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Traitements de table. — Frais de réception des autorités étrangères à l'occasion de fêtes et missions officielles, 64,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Service des subsistances, de l'habillement et du casernement. — Salaires, 11,640 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives, 60,480 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires, 3,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Service des hôpitaux. — Salaires, 7,460 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires, 350,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires, 25,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires, 160,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires, 30,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Service des travaux hydrauliques. — Salaires, 10,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Ouvrages maritimes, voirie et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises, 92,800 fr. » — (Adopté.)

TITRE II. — Travaux neufs. — Approvisionnements de guerre.

« Chap. 43. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires, 75,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires, 46,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations, 1,851,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Service de santé. — Constructions neuves. — Immeubles. — Stocks de mobilisation, 500,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

4^{re} section. — Instruction publique.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. B. — Avances, à charge de remboursement, des traitements du personnel des lycées, collèges et cours secondaires dans les villes envahies par l'ennemi ou isolées, 440,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. B *ter*. — Subventions pour la protection et l'éducation des orphelins de guerre, fils de Français résidant à l'étranger, 62,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. C. — Evacuation de documents, d'archives et de bibliothèques de la zone

des armées sur l'intérieur, 2,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

1^{re} section. — Commerce et industrie.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. C. — Services de guerre. — Personnel, 162,360 fr. » — (Adopté.)

« Chap. D. — Services de guerre. — Matériel, 114,590 fr. » — (Adopté.)

« Chap. E. — Avances remboursables au budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures, 113,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. F. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — Personnel, 11,865 francs. » — (Adopté.)

« Chap. G. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — Matériel, 4,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. H. — Services interalliés. — Personnel. » — Mémoire.

« Chap. I. — Services interalliés. — Matériel. » — Mémoire.

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. A. — Main-d'œuvre étrangère. — Service central et dépôts en France. — Missions à l'étranger, 75,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère des colonies.

Dépenses militaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. Q. — Vivres et fourrages (groupe indo-chinois), 545,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. AA. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique occidentale française), 526,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

4^{re} section. — Agriculture.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. D. — Service des travaux de culture. — Acquisitions de machines et de matériel et avances pour frais de culture. — Avances autorisées par la loi du 4 mai 1918. — Fonds de roulement, 15 millions de francs. » — (Adopté.)

« Chap. E. — Frais d'application de la loi du 4 mai 1918 relative à la mise en culture des terres abandonnées, 10,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. F. — Commissariats à l'agriculture, 140,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère du blocus et des régions libérées.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Régions libérées.

« Chap. 17. — Office de reconstitution

industrielle des départements victimes de l'invasion. — Matériel, 5,200 fr. » — (Adopté.)
Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sur les crédits provisoires ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1918, par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, une somme de 158,695 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »
Je donne lecture de l'état B :

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

Armement et fabrications de guerre.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. — Personnel militaire de l'administration centrale, 4,608 francs. »

Ministère de la marine.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Frais généraux d'administration. — Entretien de la marine militaire.

« Chap. 14. — Personnel du service de l'intendance maritime, 14,083 fr. »

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

2^e section. — Ravitaillement général.

Dépenses exceptionnelles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. C. — Commissariats à l'agriculture, 140,000 fr. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

M. le président.

TITRE II

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES POUDRES ET SALPÊTRES

« Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits alloués par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, des crédits additionnels s'élevant à la somme totale de 163,269,293 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 1^{er}. — Personnel du cadre attaché à la direction des poudres et salpêtres à l'administration centrale, 8,530 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Frais généraux du service, 280,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Entretien des bâtiments d'exploitation, de l'outillage et des machines diverses, 1 million de francs. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Remboursement des avances du Trésor, 100,337,563 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Achat de terrains. — Bâtimens. — Outillage et machines. — Dépenses accidentelles, 61,643,150 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

M. le président. « Art. 4. — Sur les crédits provisoires ouverts au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre de l'exercice 1918, par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, une somme de 6,580 fr. est et demeure définitivement annulée au titre du chapitre 3 : Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres. » — (Adopté.)

TITRE III

DISPOSITIONS SPÉCIALES

« Art. 5. — A partir du 1^{er} juillet 1918 et jusqu'à une date postérieure d'une année à celle de la cessation des hostilités, l'allocation mensuelle attribuée aux vieillards, aux infirmes et aux incurables en vertu de la loi du 14 juillet 1905 est majorée d'une somme de dix francs, à la charge exclusive de l'Etat. » — (Adopté.)

« Art. 6. — A partir du 1^{er} juillet 1918 et jusqu'à une date postérieure d'une année à celle de la cessation des hostilités, chacune des allocations mensuelles attribuées aux familles nombreuses en vertu de la loi du 14 juillet 1913 est majorée d'une somme de dix francs, à la charge exclusive de l'Etat. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 9 avril 1918 concernant l'indemnité de combat est remplacé par le suivant :

« Par modification aux dispositions de l'article 11 de la loi du 31 mars 1917, le bénéfice de cette indemnité s'étendra non seulement aux soldats, caporaux et sous-officiers, mais encore aux officiers, engagés directement dans le combat, à dater du 1^{er} janvier 1918. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Les dispositions de l'article 4 de la loi du 9 avril 1918 sont modifiées comme suit :

« Le deuxième alinéa est remplacé par le suivant :

« Ces crédits sont ouverts en vue de permettre, à partir du 1^{er} janvier 1918, l'allocation d'une indemnité par sortie ou journée de séjour à la mer aux officiers, officiers mariniens, quartiers-maitres et matelots embarqués sur les bâtiments de patrouille, de dragage et de convoi. Le taux de cette indemnité sera fixé par décret, de manière à conférer aux ayants droit des avantages équivalents à ceux que prévoient la présente loi pour les militaires de l'armée de terre. »

« Le troisième alinéa est abrogé. »

« Le cinquième alinéa est remplacé par le suivant :

« Les dispositions des alinéas 3 et 4 de l'article 3 de la présente loi sont applicables aux parents des officiers, officiers mariniens, quartiers-maitres et matelots décédés par suite d'événements de guerre ou dans les conditions prévues par lesdites dispositions. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Le troisième alinéa de l'article 5 de la loi du 9 avril 1918 est complété par la disposition suivante :

« Seront portés en recettes à ce compte spécial les crédits budgétaires alloués en vue desdites majorations. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.
(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin.

Nombre des votants..... 228

Majorité absolue..... 115

Pour..... 228

Le Sénat a adopté.

8. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Milliard.

M. Milliard. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. Lhopiteau, un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des services judiciaires pendant la durée de la guerre.

M. le président. La parole est à M. Gavini.

M. Gavini. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

9. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI : CRÉDITS PROVISOIRES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 1918

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, et applicables au troisième trimestre de 1918.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française

« Sur la proposition du président du conseil, ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, et M. Boutin, sous-intendant militaire de 1^{re} classe, sous-directeur à la direction de l'intendance au ministère de la guerre, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, à la Chambre des députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918.

« Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 24 mai 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le président du conseil, ministre de la guerre,

« GEORGES CLEMENCEAU. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commis-

saires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Privat Deschanel, conseiller d'Etat, en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1918 de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 24 mai 1918.

« R. POINCARÉ,

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui disposent que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Celier, directeur du mouvement général des fonds, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1918 de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 26 juin 1918.

« R. POINCARÉ,

« Par le Président de la République,

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la marine,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé.

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Desforges, directeur de la comptabilité générale au ministère de la marine, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la marine au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1918 de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918.

« Art. 2. — Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 24 mai 1918.

« R. POINCARÉ,

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la marine ;

« G. LEYGUES. »

La parole dans la discussion générale est à M. Louis Martin.

M. Louis Martin. Messieurs, je voudrais, en quelques mots, appeler l'attention du Sénat sur une question qui a ému profondément l'opinion publique.

Il y a quelques jours a paru dans la presse une note annonçant que le Gouvernement préparait de nouvelles visites de réformés n° 1 et 2 et d'auxiliaires. Puis, cette note a été démentie. J'aime à croire que le démenti est un démenti définitif.

En ce qui concerne, les réformés n° 2, cependant, il a paru une note complémentaire assez obscure et qui a semé l'inquiétude dans certains esprits. Je crois que notre pays, qui a fait tout son devoir en face de l'invasion étrangère, ne boudera jamais devant les nécessités qui pourront s'imposer à lui. Mais il ne faudrait pas que l'on abusât trop souvent de ces récupérations. Il ne faudrait pas que l'on prit des hommes qui peuvent à peine se tenir.

M. le rapporteur général. Pourquoi poser une pareille question ? La réponse devrait être sur vos lèvres : personne ne songera à prendre des hommes qui ne pourront pas se tenir pour les envoyer aux armées. C'est inadmissible.

M. Louis Martin. Voulez-vous me permettre de vous dire, mon cher collègue, que chacun de nous a pu se rendre compte de l'impression produite par ces notes sur l'opinion publique ?

M. le rapporteur général. Pas du tout ! Ce sont des articles faits par la presse uniquement pour remplir ses colonnes.

M. Louis Martin. Ces articles ont paru dans tous les journaux et ont eu un retentissement, dont chacun de nous pourrait apporter le témoignage. Je ne pense pas, en effet, avoir été le seul à recevoir des lettres d'auxiliaires, de réformés et de quantité de personnes désirant se renseigner et disant notamment : « M. le président du conseil a très heureusement réalisé — et nous l'en félicitons tous — l'unité de commandement ; mais ne pourrait-on pas réaliser enfin ce qu'un journaliste de talent, M. Jacques Dhur, a appelé « l'unité de conscription ? » Nous avons à côté de nous des soldats merveilleux envoyés par nos alliés. Nous demandons qu'à moins de nécessité absolue, on restreigne ces visites d'auxiliaires, qui portent un très grand trouble dans notre industrie et dans notre agriculture.

Pourquoi prendre tous les hommes d'un pays et les jeter en bloc sur le champ de bataille ? On ne se rend pas compte, en procédant ainsi, des répercussions qui se produisent dans la vie économique de la nation.

Cependant, messieurs, on a dit et répété, — il n'y a pas très longtemps encore, un personnage anglais le disait avec autorité — que le véritable vainqueur de cette guerre ne sera pas celui que les événements dénonceront au jour de la paix, mais celui qui, vingt ou trente ans après, sera reconnu avoir le mieux ménagé ses ressources.

Je ne veux pas insister sur cette question, mais il m'a paru nécessaire de demander que l'on n'exagère rien en pareille matière, que l'on se rende compte de l'effort énorme qui a été fait par notre pays et que l'on ne procède pas, à tout bout de champ, à des visites qui ne peuvent donner que des résultats insuffisants et très médiocres.

M. Milliès-Lacroix. Il faudrait une nouvelle loi.

M. Louis Martin. Vous savez très bien que, le jour où l'on proposera cette loi elle sera votée.

M. Milliès-Lacroix. Nous serons alors les maîtres de décider.

M. Louis Martin. Mais c'est précisément parce qu'à ce moment les observations qu'on pourrait apporter seraient tardives, que l'opinion publique s'est émue, vous ne pouvez pas le contester, et c'est pourquoi il m'a paru nécessaire de dire : « Il est bon, il est sage, il est prudent, il est salubre de ne pas trop s'engager dans cette voie. »

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale !... Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1918, en vue de faire face aux dépenses militaires et aux dépenses exceptionnelles des services civils, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 10,708,613,017 fr. et applicables au troisième trimestre de 1918. »

Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er} ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres, pour l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 437,525,000 fr. et applicables au troisième trimestre de 1918. »

— (Adopté.)

« Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

« Ils s'ajouteront à ceux précédemment accordés par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918. » — (Adopté.)

Art. 4. — Le montant des cessions de matériel qui pourront être faites au titre du troisième trimestre de 1918 à des gouvernements étrangers, au débit du compte spécial institué par l'article 17 de la loi du 29 septembre 1917, ne pourra excéder la somme de 1,200,000,000 fr. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 823,750 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1918.

« Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 81,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1918.

« Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande un crédit provisoire de 7,500 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions des personnels de la marine marchande soumis au régime des pensions militaires à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1918.

« Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 30 décembre 1917 et 29 mars 1918. » — (Adopté.)

« Art. 8. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le troisième trimestre

tre de 1918 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour.....	231

Le Sénat a adopté.

10. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE RÉOLUTION

M. le président. J'ai reçu de MM. Couyba, Paul Doumer, Mascaraud, Paul Strauss, de Selves, Combes, Boudenoot, Touron, Larere et Chapuis, la proposition de résolution suivante :

« Le Sénat invite le Gouvernement à convier le peuple de France et les soldats alliés qui combattent sur notre sol pour le droit et la liberté, à célébrer le 4 juillet, la fête nationale des Etats-Unis d'Amérique. »

La parole est à M. Couyba.

M. Couyba. Messieurs et chers collègues, le vous demande la permission de donner au Sénat connaissance de l'exposé des motifs de la proposition de résolution dont M. le président vient de vous donner lecture.

« Messieurs, au lendemain du premier anniversaire de l'entrée de la République des Etats-Unis d'Amérique aux côtés de la République française et de ses alliés dans la grande guerre pour la défense du droit des nations libres contre l'autocratie militariste des empires centraux ;

« Au moment où, par centaines de mille, les soldats américains sont débarqués et débarquent chaque mois sur la terre de France pour nous apporter, non seulement un matériel de guerre formidable et des secours de toute nature, mais encore et surtout le rempart de leurs poitrines, l'héroïsme de leurs cœurs, la fraternité de leurs sacrifices et le rayonnement de leur gloire ;

« A la veille enfin du jour solennel où l'indépendance des Etats-Unis sera commémorée à Paris, devant la statue de Washington, en face de l'avenue du Président-Wilson, l'illustre continuateur de son œuvre ; le Sénat français, étroitement uni dans un même idéal au Sénat et au peuple américains, voudra, sans doute, comme la Chambre des députés, inviter le Gouvernement à associer le peuple de France, de la plus grande ville au plus petit village, à la manifestation de la reconnaissance nationale envers les Etats-Unis d'Amérique et les armées alliées, où la bannière étoilée et le drapeau français mêlent leurs trois couleurs pour la victoire du droit et la conquête de la paix dont le président Wilson traça, dans ses grandes lignes, la charte future.

« C'est pourquoi nous avons l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien voter la proposition de résolution, approuvée par votre commission des affaires étrangères à l'unanimité. » (Vifs applaudissements.)

M. Pams, ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Messieurs, le Gouvernement s'associe pleinement à la proposition de résolution de l'honorable

M. Couyba, comme, tout à l'heure, il s'est associé à celle qui a été déposée sur le bureau de la Chambre des députés.

Le Gouvernement avait le désir de faire sienné cette proposition, mais il a estimé qu'il valait mieux, par déférence pour le Parlement, en laisser l'initiative aux assemblées afin que cette manifestation eût toute sa portée, qu'elle prit toute sa signification, et qu'elle eût le plus profond retentissement non seulement dans la grande nation américaine, mais parmi tous les peuples alliés.

Le Gouvernement avait, dans le même sentiment, envoyé à tous les préfets de France une dépêche en vue de préparer la manifestation du 4 Juillet. Je vous demande la permission de vous en donner lecture :

« Le ministre de l'intérieur à messieurs les préfets.

« L'armée américaine arrive en France par centaines de mille hommes chaque mois. De semaine en semaine, de nouvelles divisions entrent en ligne, côte à côte avec nos soldats et avec ceux de nos alliés, témoignant, dès les premières rencontres, d'un héroïsme égal à celui de leurs frères d'armes. (Approbation générale.)

« L'aide que les Etats-Unis nous apportent, avec tout leur cœur, avec toute leur puissance, vaut à la France envahie, à l'heure décisive de cette guerre, un immense réconfort matériel et moral. (Très bien !)

« L'ennemi redouble ses coups parce qu'il a besoin de finir vite. Nous redoublons de fermeté parce que nous savons que chacune des dures journées que nous vivons nous rapproche de celle où la supériorité de notre force mettra dans nos mains la victoire.

« L'histoire dira ce qu'a été, dans la lutte sacrée où nous sommes engagés, le concours américain.

« Elle dira que l'Amérique désintéressée est venue à nous à l'appel de son chef éminent, parce que notre cause est juste. (Applaudissements.)

« Elle dira que l'Amérique, pacifique par principe et par tradition, est entrée dans la plus atroce des guerres parce qu'il y avait, dans cette guerre, à défendre la liberté humaine et le droit des démocraties. (Nouveaux applaudissements.)

« Elle dira que, pour tenir sa place dans la bataille que nous menons depuis quatre ans, l'Amérique a fourni le plus prodigieux effort militaire, industriel et financier que jamais peuple libre se soit imposé pour répondre au commandement du devoir. (Très bien !)

« Avec l'Amérique et par elle, nous et nos alliés, soldats de la justice, nous sommes sûrs de vaincre si nous savons attendre en combattant.

« La sainteté d'un même idéal de paix et de liberté unit les cœurs américains et les cœurs français. En repoussant l'agression allemande, nous faisons la guerre à la guerre, nous préparons à la démocratie un monde où la force sera la sauvegarde du droit.

« Le 4 juillet prochain, les Etats-Unis célèbreront leur fête nationale. De même que la nôtre, dix jours plus tard, sera une fête américaine, la fête américaine doit être une fête française. (Très bien ! très bien !)

Entre les deux républiques sœurs, tout désormais est commun : souffrances et joies, deuils et espoirs. (Applaudissements.)

« Le Gouvernement est donc assuré de répondre au sentiment profond du pays en prescrivant pour le 4 juillet les mêmes dispositions que pour le 14 juillet. (Assentiment unanime.)

« Vous voudrez bien, en donnant à ce qui précède la publicité voulue, permettre à nos populations des villes et des campagnes, si grandes par leur labeur et par leur sacrifice, de s'associer aux souvenirs glorieux pour l'Amérique et pour la France que cet anniversaire évoque des deux côtés de l'Océan. » (Applaudissements répétés.)

« J. PAMS.

« Ministre de l'intérieur. »

Messieurs, en apprenant cette décision du Parlement, le général Pershing a envoyé au Gouvernement la dépêche suivante dont je vous demande la permission de donner lecture :

« La nouvelle que le Parlement, d'accord avec le Gouvernement, a l'intention de voter une motion décidant que le 4 juillet sera célébré comme une fête nationale française, a été accueillie par moi et par les troupes que je commande avec une vive reconnaissance.

« Cette preuve d'amitié de la part de la France nous touche profondément et exalte notre désir de lutter à ses côtés jusqu'au complet rétablissement de la paix dans le monde.

« Je regrette bien vivement que d'urgentes questions militaires ne me permettent pas d'assister à la séance de la Chambre comme j'aurais beaucoup désiré le faire. Je tiens cependant à vous assurer que ce jour-là nous serons, plus que jamais, de cœur avec vous. (Vifs et unanimes applaudissements.)

« JOHN J. PERSHING. »

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Peytral, Doumergue, Jénouvrier, Lourties, Hubert, Develle, Fleury, Chastenot, Aguilon, Bourgnel, Doumer, Raymond Leygue, Menier, Courrégelongue, Magny, Nègre, Castillard, Brindeau, Milliard, plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

La discussion immédiate est prononcée.

Je mets aux voix la proposition de résolution...

La proposition de résolution est adoptée.

Voir nombreuses. A l'unanimité. (Vifs applaudissements.)

11. — ADOPTION DU PROJET DE LOI PORTANT FIXATION DU BUDGET ORDINAIRE DES SERVICES CIVILS DE L'EXERCICE 1918

M. le président. La parole est à M. Millies-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances, pour le dépôt d'un rapport pour lequel il se propose de demander au Sénat de déclarer l'urgence et ordonner la discussion immédiate.

M. le rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Je prie le Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. le président. Veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, je suis certain d'être l'interprète du Sénat

tout entier en me réjouissant des conditions de rapidité dans lesquelles le budget va être voté.

La Chambre des députés, en effet, a accepté la plupart des modifications que vous aviez jugé nécessaire d'apporter à la loi de finances.

En agissant ainsi, elle a rendu hommage au travail consciencieux qui a été accompli par le Sénat dans la préparation et le vote du budget de l'exercice 1918.

Ce travail, du reste, a été rendu possible par le temps que la haute Assemblée a eu enfin pour pouvoir se livrer à l'étude de la loi la plus importante qu'elle ait à voter au cours d'une année.

Je dois aussi rendre hommage au Gouvernement et remercier M. le ministre des finances des efforts qu'il a bien voulu faire auprès de la Chambre pour que les résolutions du Sénat fussent adoptées. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, la plupart des modifications que vous aviez apportées aux crédits du projet de budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 consistaient en de simples réductions indicatives destinées à permettre à la Chambre de mettre au point les dotations des services.

Il y avait lieu, notamment, en effet, d'une part, de rectifier les crédits que la Chambre avait primitivement adoptés, pour tenir compte des conséquences financières de diverses lois intervenues depuis qu'elle avait voté le budget; d'autre part, d'incorporer les crédits additionnels aux crédits provisoires demandés dans les projets de loi n° 4714 et 4723 et enfin d'apporter au budget annexe des chemins de fer de l'Etat les modifications dont le détail a été donné dans le rapport spécial de l'honorable M. Barbier.

Toutes ces mises au point se sont traduites par une augmentation nette de 72,349,653 fr., se décomposant comme suit :

Rectification de divers chapitres adoptés par la Chambre des députés avant le vote de la loi du 22 mars 1918, qui a élevé le taux des suppléments temporaires de traitement et des allocations pour charges de famille..... + 13.064.150

Rectification des prévisions afférentes aux suppléments de traitement et aux indemnités pour charges de famille du personnel du service administratif colonial (dépendance couverte par une contribution égale des colonies)..... + 13.685

Incorporation de crédits additionnels ouverts par les lois des 19 mars et 3 avril 1918..... + 5.222.000

Relèvement du crédit afférent aux allocations temporaires allouées aux petits retraités de l'Etat (conséquence de la loi du 30 avril 1918)..... + 44.000.000

Incorporation de crédits additionnels accordés par le Parlement pour l'office des produits chimiques agricoles (loi définitivement adoptée par la Chambre dans sa séance du 6 juin 1918)..... + 17.000

Relèvement de crédits pour l'avancement des instituteurs (conséquence d'un des articles du projet de loi de finances)..... + 500.000

Relèvement de la subvention inscrite au budget du ministère des colonies en faveur du budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, par suite de la

désajustement de l'article de la loi de finances relatif à la contribution de la colonie de la Réunion aux charges de la garantie d'intérêts.... + 467.040

Incorporation des crédits additionnels proposés dans le projet de loi collectif n° 4714..... + 32.515.088

Incorporation des crédits additionnels proposés dans le projet de loi de report n° 4723..... + 14.874.980

Rétablissement du montant des réductions indicatives effectuées par le Sénat sur les chapitres à modifier. + 8.710

Total..... 110.677.653

A déduire :

Diminution de l'insuffisance des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat à couvrir par le budget ordinaire, par suite des modifications apportées au budget annexe, conformément aux indications de notre collègue M. Barbier (36,956,500 fr.) et en tenant compte, en outre, des propositions contenues dans le projet de loi collectif de crédits supplémentaires de l'exercice 1917, n° 4724 (1.371,500 fr.)..... - 38.323.000

Total égal..... + 72.349.653

Quant aux modifications réelles que vous aviez apportées aux crédits, elles étaient fort peu nombreuses et la Chambre les a acceptées à l'exception de deux.

Elle a cru devoir repousser le rétablissement du crédit de 500 fr. que vous aviez opéré sur le chapitre 36 du budget du commerce : « Ecole normale de l'enseignement technique. — Personnel. — Traitements et salaires », pour permettre d'accorder un avancement au directeur de ladite école; et elle n'a accepté, sur le chapitre 20 du budget des postes et télégraphes : « Frais de loyer. — Bâtimens et mobilier », qu'une réduction de 1,030,000 fr. au lieu de celle de 2,145,000 fr. que vous aviez votée.

Par suite de ces diverses décisions, le budget ordinaire de 1918 se serait trouvé augmenté de (72,349,653 + 1,114,500) 73,464,153 francs et porté de 8,361,453,278 fr., chiffre auquel vous l'aviez arrêté, à 8,434,917,431 francs.

Mais M. le ministre des finances a signalé qu'après vérification nouvelle de ses propositions primitives une rectification s'imposait sur la dotation du chapitre 21 du ministère des finances (intérêts de la dette flottante).

Dans la dotation inscrite à ce chapitre avait été comprise, en effet, une somme de 473,631,300 fr., correspondant aux intérêts afférents aux bons du Trésor français remis au Trésor britannique en garantie des avances qui nous sont consenties par l'Angleterre.

Or, aux termes des arrangements en vigueur entre le Gouvernement français et le Gouvernement anglais, ces intérêts se capitalisent et donnent lieu à de nouvelles avances du trésor anglais consenties dans les mêmes conditions que les avances principales. Le Gouvernement a été amené à reconnaître que, dès l'instant que cette charge d'intérêts n'incombait point à l'exercice 1918, elle devait être distraite du chapitre 21, dont la dotation serait ainsi ramenée à 1,014,277,850 fr. La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a donné son adhésion à cette suggestion.

Dans ces conditions, le total des crédits

du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 s'est trouvé ramené à 7,961,286,131 fr.

En ce qui concerne les recettes, les modifications apportées à la Chambre viennent de trois causes :

1° Répercussion sur les évaluations de recettes de certaines décisions concernant les crédits;

2° Rectifications d'évaluations demandées par le Gouvernement;

3° Conséquence des retouches apportées à divers textes de la loi de finances.

Tout d'abord, les décisions de la Chambre sur les crédits ont eu sur les évaluations de recettes les légères répercussions suivantes :

Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale..... - 34.540

Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise (moitié de l'augmentation de dépense)..... + 17.750

Contingent de la commune de Marseille dans les frais de la police marseillaise (moitié de l'augmentation de dépense).... + 63.100

Augmentation nette.... + 46.310

En outre, le Gouvernement a fait connaître que diverses rectifications devaient, à son avis, être apportées aux prévisions adoptées pour les droits de douane et les produits des tabacs.

Le rendement des droits de douane sur les blés étrangers avait été évalué, dans les propositions budgétaires primitives, par voie d'appréciation directe et en faisant état des prévisions du service du ravitaillement pour la campagne agricole 1917-1918. On avait été amené ainsi à faire état d'un supplément de recettes de 112 millions de francs correspondant, par rapport à l'année précédente, à un surcroît d'importation de 16 millions de quintaux de blés étrangers, l'importation totale étant supposée devoir atteindre 40 millions de quintaux.

Les faits survenus depuis l'époque où ces prévisions avaient été établies ont montré qu'elles étaient exagérées. La pénurie des moyens de transports maritimes a raréfié les arrivages dans une assez forte proportion : on sait qu'il a été fait face à cette situation aussi bien par l'emploi de plus en plus large des succédanés du blé que par la réglementation de la consommation. Mais il n'est pas à penser que les possibilités de transport s'améliorent très sensiblement avant la fin de l'année courante. Au surplus, les perspectives favorables de la prochaine récolte dans la métropole et dans l'Afrique du Nord laissent croire que les importations de blés étrangers à prévoir jusqu'à la fin de l'année ne dépasseront pas sensiblement la moyenne constatée pendant les premiers mois.

Les importations de blés étrangers ont atteint, du 1^{er} janvier au 30 avril 1918, 6 millions de quintaux en nombre rond (y compris les farines étrangères exprimées en blé). Calculée sur cette base, l'importation totale de 1918 correspondrait à une quantité de 18 millions de quintaux, au lieu des 40 millions de quintaux dont il avait été fait état dans le projet de budget.

Le droit étant de 7 fr. par 100 kilogr., les prévisions de recettes concernant les produits des douanes seraient réduites de 154 millions de francs ou, en nombre rond, de 150 millions.

Quant aux tabacs, on sait que la loi du 18 janvier 1918 en a relevé le prix dans une proportion très sensible.

En temps normal, ce relèvement de prix eût été susceptible de procurer une recette annuelle de 170 millions. Il avait paru tou-

lefois opportun, tant pour tenir compte de la date d'application des nouveaux tarifs que des difficultés d'approvisionnement et des restrictions de consommation, d'adopter, pour 1918, une estimation plus modérée qu'on avait cru pouvoir limiter à 100 millions.

Les faits survenus depuis lors ont montré que l'atténuation ainsi déterminée n'était pas assez accentuée.

La pénurie des moyens de transports maritimes n'a pas permis d'approvisionner les manufactures de l'Etat de tabacs étrangers dans la proportion voulue pour satisfaire à la consommation; celle-ci a dû être assez sensiblement restreinte.

Il ne semble pas que la situation soit susceptible d'une amélioration très sensible avant la fin de l'année courante.

Le relèvement des prix résultant de la loi du 18 janvier 1918 a eu son effet à partir du 1^{er} février 1918 environ. Or, les recouvrements représentant le produit des ventes de tabacs, en février, mars, avril et mai 1918, ont procuré sur les recouvrements de 1917 une plus-value d'ensemble de 10,475,000 fr. En admettant que cette majoration se maintienne jusqu'à la fin de l'année, et, en tenant compte de la moins-value de 2,615,000 fr. qui s'est manifestée en janvier 1918, on voit que les produits de 1918 devraient être supérieurs à ceux de 1917 de 26,191,000 fr.

Or, les recouvrements de 1917 ont atteint 646 millions de francs en nombre rond. Le Gouvernement a estimé, en conséquence, que l'évaluation des recettes à adopter pour 1918 devrait être limitée à 672,191,000 fr.

L'évaluation dont il avait été fait précédemment état dans le budget étant de 719,417,000 fr., cette révision comporterait une atténuation de ressources de 47,226,000 francs.

Au total, les deux rectifications que nous venons d'exposer conduisaient à une réduction de prévision de 197,226,000 fr.

Enfin, les retouches faites par la Chambre à certaines dispositions de la loi de finances ont eu les conséquences ci-après sur les recettes :

En assujettissant tous les actes de formation, de prorogation et de fusion des sociétés au droit de 1 p. 100, l'autre Assemblée obtenait un supplément de recettes de 1,500,000 fr. pour l'année entière et de 750,000 fr. pour 1918.

En outre, sur la proposition du Gouvernement, conformément d'ailleurs aux suggestions de votre commission des finances, la Chambre a adopté une disposition nouvelle ayant pour objet de transformer en une taxe annuelle et obligatoire le droit d'enregistrement applicable à toutes les polices d'assurances contre les accidents; d'où une ressource nouvelle de 2 millions environ pour une année entière et d'un million pour le second semestre de 1918.

Ces deux modifications procuraient pour 1918 une augmentation de recettes de 1,750,000 fr.

Si l'on récapitule l'ensemble des modifications que nous venons d'exposer, on voit que les évaluations de recettes, diminuées de 197,226,000—(46,310+1,750,000)=195,429,690 francs, ont été ramenées, du chiffre de 8,204,862,143 fr., auquel vous les aviez fixées, à la somme de 8,009,432,453 francs.

Le budget voté par la Chambre des députés s'est ainsi équilibré de la manière suivante :

Dépenses.....	7.961.286.131 fr.
Recettes.....	8.009.432.453

Excédent de recettes.	48.146.322 fr.
-----------------------	----------------

Votre commission des finances vous propose de ratifier les décisions de la Chambre en ce qui concerne les crédits, les modi-

fications apportées par l'autre Assemblée constituant presque uniquement des mises au point faites à votre demande.

Elle vous propose également d'approuver les évaluations de recettes de la Chambre.

Nous considérons, en effet, comme très judicieuses les rectifications suggérées par le Gouvernement en ce qui concerne les douanes et les tabacs.

Quant aux corrections d'évaluations résultant des modifications apportées à la loi de finances, nous ne pouvons que les approuver, dès lors que nous donnons notre adhésion aux dispositions nouvelles adoptées par l'autre Assemblée.

Le budget, tel que nous le soumettons à votre vote, s'établit donc, en dépenses, à 7,961,286,131 fr. et, en recettes, à 8,009,432,453 francs, présentant un excédent de recettes de 48,146,322 francs.

Budgets annexes.

Toutes les modifications apportées par la Chambre aux crédits des budgets annexes consistent en des mises au point faites à votre demande et ne soulèvent, par conséquent, aucune objection. Nous vous proposons donc de fixer le total des crédits et des recettes des budgets annexes à 1,030,070,458 fr., en augmentation de 10,059,580 fr. sur le chiffre que vous aviez précédemment voté.

Examen de la loi de finances.

La Chambre, comme nous l'avons déjà dit, a accepté la plupart des modifications que vous aviez apportées à la loi de finances. C'est ainsi, pour ne citer que les plus importantes, qu'elle a maintenu l'application de l'article 22 de la loi du 11 juin 1859, en ce qui concerne les marchés, traités et autres actes réputés actes de commerce, revêtant la forme synallagmatique; qu'elle n'a pas rétabli à l'article 10 les paragraphes que vous aviez supprimés, paragraphes qui obligeaient le receveur d'enregistrement à constater au moment du dépôt du double d'un acte sous-seings privés, la conformité de ce double avec l'original, conféraient à ce double la force probante, en autorisant la délivrance des copies ou d'extraits, etc.; qu'elle a accepté la disjonction des dispositions tendant à juxtaposer aux droits fixes de timbre de dimension un droit proportionnel gradué d'après les sommes exprimées dans les actes; qu'elle a voté sans changement la rédaction adoptée par le Sénat pour les articles relatifs à l'établissement d'une taxe annuelle obligatoire d'abonnement à l'enregistrement sur les contrats d'assurance sur la vie ou de rente viagère, à l'exemption en faveur de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, des taxes sur les paiements établies par les articles 19 et 23 de la loi du 31 décembre 1917, à l'adaptation aux spiritueux de la taxe sur les objets de luxe, aux droits sur les transports; et qu'elle a accepté l'introduction dans la loi des articles, d'une part, relatifs aux subventions de l'Etat aux communes ayant pris des initiatives en vue du relèvement de la natalité, et, d'autre part, au rattachement au budget du ministère du travail, des dépenses de toute nature concernant les mutilés et les réformés de la guerre.

Nous passons en revue ci-après les quelques modifications apportées par la Chambre au texte sorti de vos délibérations, modifications que nous vous proposons de ratifier dans leur intégralité, soit qu'elles nous paraissent entièrement justifiées, soit que nous ayons cru devoir les accepter dans un esprit de conciliation, en présence des

satisfactions que nous a données l'autre Assemblée.

Article 3 bis.

La Chambre a rétabli sous ce numéro, en le modifiant légèrement, l'ancien article 5. D'après le texte qu'elle a adopté, seraient considérés jusqu'à la fin des hostilités comme personnes à la charge du contribuable, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, les descendants mobilisés, soldats, caporaux ou sous-officiers, devenus majeurs au cours de la guerre.

Nous vous proposons dans un esprit de conciliation de voter cette disposition.

Article 9 bis.

Cet article a pour objet d'apporter des retouches nécessaires à la loi du 27 mai 1918, relative à l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges. Cette loi renferme, en effet, deux erreurs matérielles qui avaient été signalées par M. le ministre des finances à l'attention de la commission des finances, mais que nous avons jugé préférable de ne pas rectifier, afin d'éviter le retour du projet de loi à la Chambre des députés et de hâter ainsi la promulgation des nouvelles dispositions.

La première de ces erreurs est contenue dans l'article 6. Ce texte dispose que « si un accord n'intervient pas, les insuffisances dans les déclarations seront constatées par voie d'expertise à laquelle il sera procédé dans les formes indiquées aux articles 17 et 18 de la loi du 22 frimaire an VII. » Or, les deux articles visés ont été abrogés en grande partie par l'article 5 de la loi du 27 février 1912 qui, pour simplifier la procédure d'expertise en matière d'enregistrement a :

1^o Supprimé la tierce expertise en prescrivant la nomination immédiate de trois experts dont deux par les parties et un par le président du tribunal civil;

2^o Dispensé les experts du serment;

3^o Autorisé l'expertise par un seul expert, lorsque le prix exprimé ou la valeur déclarée n'excède pas 10,000 fr.

Dans sa teneur actuelle, la loi du 27 mai 1918 ressuscite donc des formes de procédure qu'il avait paru indispensable d'abroger. De la sorte, la procédure de la loi de frimaire devrait être suivie dans les cas visés par la loi nouvelle, tandis que celle de la loi du 27 février 1912 s'imposerait dans tous les autres cas. Cette diversité de procédure ne pourrait être qu'une source de nullités.

L'article proposé répare l'erreur ainsi commise.

Quant à la seconde erreur, à laquelle le même article remédie, elle s'est glissée dans l'article 5 relatif à la sanction des insuffisances. Cet article vise :

1^o Les insuffisances égales ou supérieures à un dixième.

2^o Les insuffisances supérieures à un dixième, mais inférieures à un cinquième.

3^o Les insuffisances supérieures à un cinquième, mais inférieures à un quart.

4^o Les insuffisances supérieures à un quart.

Il ressort de la simple lecture de cette énumération que les insuffisances exactement égales à un cinquième ou à un quart ne sont pas prévues, de sorte que, dans les deux cas, l'administration se verrait dans l'impossibilité de réclamer une pénalité. Il suffirait donc aux parties ayant commis une insuffisance, pour échapper à toute sanction, de répondre immédiatement à la réclamation de l'administration, en offrant de reconnaître une insuffisance exactement égale au cinquième ou au quart; cette offre devrait être acceptée dans la plupart des cas, car, d'après la jurisprudence, si

l'expertise ne faisait pas ressortir par rapport au montant de l'offre, une insuffisance de plus de un dixième, les frais resteraient à la charge du Trésor.

Eadn, le texte de la loi du 27 mai 1913 laisse incertaine la question de savoir si la disposition de l'article 12 de la loi du 8 avril 1910, qui dispose que « dans tous les cas où l'insuffisance présentera le caractère d'une dissimulation frauduleuse, la peine sera du double droit en sus de celui qui sera dû pour les objets insuffisamment évalués » reste applicable aux insuffisances commises dans les évaluations prescrites par les nouvelles dispositions. L'article 12 de la loi du 27 février 1912, qui a modifié les sanctions en matière d'insuffisance d'évaluation, précise qu'il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 19 de la loi du 8 avril 1910 pour le cas où il s'agit d'une dissimulation frauduleuse. L'article proposé, pour dissiper toute équivoque, ajoute la même précision à la fin de l'article 5 de la loi du 27 mai 1913.

Article 13.

Cet article est relatif au droit proportionnel réduit. Rejetant la proposition de sa commission du budget, qui tendait au rétablissement avec quelques modifications de son ancien texte, en ce qui concerne les actes de formation, de prorogation et de fusion de sociétés, la Chambre, à la suite d'un amendement de l'honorable M. Cazassus, a cru devoir supprimer tout régime spécial aux actes dont il s'agit. Ils seraient tous soumis au droit de 1 p. 100.

Il en résultera un supplément de recettes de 1,500,000 fr. pour une année entière et de 750,000 fr. pour 1918.

Votre commission des finances donne son adhésion à cette modification, qui lui donne toute satisfaction et qui a d'ailleurs été acceptée par le Gouvernement et la commission du budget de la Chambre.

Article 14 bis.

La Chambre a adopté un nouvel article, assujettissant, comme les compagnies d'assurances sur la vie, les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre les accidents corporels ou matériels à une taxe annuelle et obligatoire d'abonnement à l'enregistrement.

L'introduction de cet article dans la loi de finances a été proposée par le Gouvernement, pour répondre à l'invitation que lui avait adressée votre commission des finances. Nous ne pouvons que conclure au vote de cette disposition, en remerciant le Gouvernement de la rapidité avec laquelle il a donné satisfaction à notre demande.

Il en résultera un supplément de recettes de 2 millions pour une année entière et de 1 million pour six mois d'application en 1918.

Article 14 ter.

La Chambre a rétabli l'ancien article 16, relatif aux contrats d'assurance sur la vie ou de rente viagère passés par des Français à l'étranger auprès de compagnies étrangères, en le complétant par la mention des contrats d'assurances contre les accidents corporels et les accidents et risques matériels. Vous aviez disjoint cet article uniquement pour permettre à l'autre Assemblée d'effectuer cette mise au point. Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter le texte qu'elle a voté.

Articles 16 et 16 bis.

De l'article 16 que vous aviez adopté, relatif aux taxes d'abonnement au timbre des compagnies d'assurances, la Chambre a disjoint, pour en faire un article spécial, 16 bis, les dispositions qui concernaient les

sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre les accidents corporels ou matériels.

Le nouvel article, adopté d'ailleurs sur la proposition du Gouvernement, est plus clair et précis que les dispositions auxquelles il est substitué et nous vous demandons de le voter. Il étend purement et simplement aux assurances contre les accidents les dispositions de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, qui ont transformé le droit de timbre de dimension applicable aux polices d'assurance contre l'incendie et sur la vie en une taxe annuelle et obligatoire.

La taxe serait, comme dans le texte que vous aviez adopté, fixée à 4 fr. par 1,000 fr., sans décimes, du total des versements faits chaque année aux sociétés, compagnies et autres assureurs.

Nous signalons que, pour faire une réforme complète, il y aurait lieu de placer également sous le régime de l'abonnement les autres assurances qui n'y sont pas encore soumises :

Assurances contre les risques agricoles ;
Assurances diverses n'ayant le caractère ni d'assurance maritime, ni d'assurance contre l'incendie, ni d'assurance sur la vie ou contre les accidents ou contre les risques agricoles, telles que les assurances contre le vol, contre les pertes de colis ou de chargement, contre les risques de non-verification des tirages, etc...

Mais la question est très complexe et nécessite une étude approfondie qui demande du temps. Le Gouvernement nous a fait connaître que les dispositions nécessaires seraient présentées aussitôt que possible au Parlement, au besoin par un projet spécial.

Article 17.

La dernière modification apportée par la Chambre porte enfin sur l'article relatif à la date d'application des dispositions concernant le droit de timbre et les taxes annuelles d'abonnement au timbre. Elle a d'ailleurs été demandée par le Gouvernement. Ce dernier a fait connaître qu'il ne lui était pas possible d'assurer l'application du relèvement du droit de timbre pour le 1^{er} juillet 1918. « D'une part, a-t-il exposé, il était impossible à l'administration de commander les types de contre-timbre avant que l'accord soit établi entre les deux Chambres au sujet du principe du relèvement et de sa quotité et, à la date à laquelle on est aujourd'hui, il n'y a plus matériellement possibilité de faire exécuter les types avant le 1^{er} juillet prochain et d'en pourvoir les directions départementales en temps opportun. L'application de la nouvelle disposition au 1^{er} juillet ne pourrait donc être effectuée que par l'apposition sur chaque feuille de papier timbré d'un visa pour timbre manuscrit et on ne saurait songer à une telle mesure qui devrait porter sur plus d'un million de feuilles ou de timbres mobiles même pour une courte période.

« D'autre part, la majeure partie de l'atelier général du timbre vient, ces jours-ci, d'être transportée à Annonay et ce transfert entraînera nécessairement des retards dans l'exécution de ce service par suite du temps indispensable pour sa réorganisation et des conditions défavorables dans lesquelles il se trouvera affecté de fonctionner tout au moins dans les débuts.

« Si l'on peut maintenir la date du 1^{er} juillet 1918 pour la mise en vigueur des dispositions relatives à la majoration des taxes d'abonnement au timbre dues par les compagnies d'assurances, puisque ces compagnies ont insisté pour que le point de départ de la majoration soit placé au début d'un trimestre, il apparaît donc comme absolument indispensable de reporter d'un

mois la mise en application du relèvement du droit de timbre de dimension. »

La Chambre, faisant droit à cette demande, a fixé au 1^{er} août 1918 la date de la mise en vigueur des dispositions relatives au droit de timbre de dimension. Nous ne faisons pas d'objection à cette modification, qui aura toutefois la conséquence d'entraîner une perte de recettes évaluée par l'administration à 2,586,000 fr. pour 1918.

Si le Sénat veut bien suivre sa commission des finances, dans quelques instants le budget de l'exercice 1918 aura été voté par les deux Assemblées. J'estime que c'est là un événement dont nous devons nous réjouir.

M. Magny. Nous devons en féliciter la commission des finances et son rapporteur général. (Adhésion.)

M. le président de la commission des finances. Surtout le rapporteur général.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Peytral, Develle, Lourties, Hubert, Menter, Fleury, Bourganet, Chastenet, Aguillon, Magny, Doumer, Brindeau, Raymond Leygue, Castillard, Jénouvrier, Nègre, Doumergue, Milliard, Courrégelongue, plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?

M. Hervey. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Hervey.

M. Hervey. Messieurs, en entendant la lecture du rapport de M. Milliès-Lacroix, je me suis posé une question sur laquelle je demande une explication.

L'honorable M. Milliès-Lacroix nous a signalé que la dette flottante avait été diminuée d'une somme de 472 millions. Il est assez surprenant que nous apprenions, au mois de juin 1918 seulement, que l'on peut supprimer, sur les crédits demandés pour le service de la dette flottante, une somme aussi importante. Cette somme correspond, si j'en crois le rapport de la Chambre des députés, à l'annuité de la dette que nous avons contractée pour les avances faites par l'Angleterre à la France, annuité qui avait été comprise parmi celles exigibles au cours de l'année 1918. On nous apprend aujourd'hui que cette annuité n'est plus exigible et qu'elle ne doit être payée que l'année qui suivra la fin de la guerre. J'en suis pour ma part fort heureux, puisqu'elle diminue les charges de la France, au moins momentanément.

Il ne m'en paraît pas moins un peu étonnant que l'on puisse, au bout de six mois, diminuer nos charges budgétaires d'une somme de 472 millions.

Il y a là, à mon sens, une sorte d'artifice financier qui ne paraît pas tout à fait compatible avec ce que l'on doit au Parlement, car je croyais que nous devions faire confiance au Gouvernement sur le caractère de réelle nécessité de toutes les demandes de crédits qu'il nous présente, en ce qui concerne le service de la dette, qu'elle soit flottante ou permanente.

Or, nous apprenons aujourd'hui qu'une part très importante de ces dépenses ne serait plus nécessaire.

Il me semble que les budgets, et surtout le premier budget qui nous est présenté depuis la guerre, ne devraient pas com-

porter des chiffres aussi élastiques et pour des sommes aussi considérables.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. Klotz, ministre des finances. Messieurs, il s'agit, en l'espèce, d'une simple rectification d'évaluation.

M. Hervey. Pour 472 millions, ce n'est pas une petite somme.

M. le ministre. Il ne s'agit pas de l'importance de la somme, mais du principe. Je me borne à constater qu'il s'agit d'une rectification d'évaluation de dépenses et vous savez que nous avons procédé également à des rectifications d'évaluations de recettes. Il est certain, surtout avec la formidable trésorerie de la guerre, que quelques prévisions peuvent ne pas être exactes et qu'il est du devoir du ministre des finances de les rectifier en plus ou en moins lorsqu'il en a l'occasion.

D'ailleurs, permettez-moi de vous signaler que si le chiffre en question a été inscrit au mois de novembre, lors de l'établissement du budget, il est survenu depuis huit mois une foule de faits nouveaux affectant à la fois les recettes et les dépenses.

Il faut aussi tenir compte du fait que le budget n'est voté qu'à la fin du mois de juin et que, par conséquent, nous sommes privés, cette année, de 846 millions de recettes. J'admire alors la sévérité dont font preuve certains, surtout après le si grand effort accompli par les deux Chambres. (Très bien! très bien!) Nous devrions plutôt nous féliciter unanimement d'avoir, en pleine guerre, établi un premier budget en équilibre, grâce à un effort considérable demandé aux contribuables.

Une voix s'élève cependant pour parler d'artifice : non, il n'y a pas d'artifice monsieur Hervey. Si nous n'avions pas fait cette rectification, nous serions obligés, aujourd'hui, de vous demander encore 470 millions de recettes nouvelles.

Pour mettre le budget en équilibre, en général, il n'y a que deux méthodes, les moyens de trésorerie ou les moyens de fiscalité. Nous avons équilibré en trésorerie pour ne pas vous demander un nouvel effort de fiscalité, à la suite des sacrifices si généreusement consentis par le vote, depuis le 31 décembre dernier, de 2 milliards et demi de recettes nouvelles. (Très bien! très bien!)

Mais ce qu'il importe de noter, c'est l'accord absolu qui existe, aujourd'hui, entre la Chambre et le Sénat, à l'occasion du budget. (Très bien!)

C'est un fait très intéressant, ainsi que le remarquait tout à l'heure, si justement, M. le rapporteur général, c'est, dis-je, un fait très intéressant à constater qu'après de simples rectifications, presque de forme, le budget n'aura pas besoin de revenir devant la Chambre et que, jour à jour, les deux Assemblées, dans leur pleine indépendance, ont accompli les sacrifices nécessaires pour arriver à une commune entente. (Applaudissements.)

De cet effort nous devons nous féliciter devant le pays, devant nos alliés et devant l'ennemi. (Vive adhésion.)

Messieurs, aujourd'hui le Parlement consent au Gouvernement, en une seule journée, pour plus de 20 milliards de crédits. C'est une redoutable responsabilité et un grand honneur pour nous; nous saurons justifier votre confiance en gérant les crédits de la manière la plus économe, en exerçant sur les différents services un contrôle de plus en plus attentif. C'est là un désir très souvent exprimé par votre commission des finances et vous me permettrez de profiter de la circonstance pour remercier ses membres, son président et son rap-

porteur général de leur précieux concours. (Très bien! très bien!)

Le Gouvernement exprime au Sénat, — de même qu'il l'exprime à la Chambre, — sa gratitude pour la manifestation de laquelle ils se livrent à la fin de la quatrième année de la guerre, en lui accordant ces 20 milliards de crédits, je puis dire à l'unanimité, car tout à l'heure, ce sera à l'unanimité du Sénat, comme hier c'est à l'unanimité moins quatre voix qu'ils ont été consentis par la Chambre. Il m'était particulièrement agréable de constater cette unanimité des deux Assemblées qui représentent le pays, devant les charges de la guerre. (Applaudissements.)

M. Hervey. Je ne voudrais pas empêcher, pour tout l'or du monde, M. le ministre des finances de monter au Capitole. C'est un hommage que je suis tout prêt à lui rendre et que je rends au Parlement, un très grand effort a été fait, dont nous nous félicitons tous, et M. le ministre peut être certain que ma voix ne lui manquera pas pour le vote des crédits. J'ai toujours voté le budget.

Mais ce n'est pas du tout la question que j'ai posée; je regrette de m'être si mal exprimé que la réponse obtenue ne m'apporte aucun éclaircissement. Je ne vois pas en quoi l'équilibre du budget serait modifié parce qu'à l'époque de son établissement on ne nous aurait pas demandé un crédit pour payer une dette que nous n'avions pas. Il y aurait simplement 472 millions de moins à inscrire aux dépenses comme aux recettes.

Je fais cette observation sans aucune acrimonie, mais je crois utile que le contrôle de ceux d'entre nous qui n'ont pas l'honneur de faire partie de la commission des finances puisse s'exercer en séance publique.

Au reste, vous savez combien peu de temps nous est accordé pour prendre connaissance des rapports de l'honorable M. Milliès-Lacroix.

M. le rapporteur général. J'ai fait un rapport verbal, conformément à notre tradition, dans des circonstances semblables.

M. le ministre des finances. C'est également ce qui s'est passé à la Chambre des députés.

M. Hervey. Je le veux bien. Mais remarquez, monsieur le ministre, que nous sommes bien loin ici de la question que j'ai posée.

J'ai lu hier, dans le rapport de M. Marin, quelques chiffres qui y sont soulignés, et notre rapporteur a relevé tout à l'heure celui qui fait l'objet de mon intervention. Suis-je trop ambitieux d'espérer que cet exemple pourra peut-être nous servir de leçon?

Il serait bon, je crois, que dorénavant il ne nous fût pas soumis des demandes de crédits sans objet réel...

M. le ministre des finances. Comment cela! Si votre thèse est bonne, vous n'avez pas besoin, monsieur le sénateur, de lui donner une allure outrancière.

M. Hervey. Je veux simplement dire que cette dette, que nous avons contractée vis-à-vis de l'Angleterre, dette qui existe, qui est très réelle, n'est pas exigible cette année et que dans un budget présenté loyalement, avec l'honnêteté pure et simple d'un bilan d'affaires, il serait préférable de ne pas introduire une demande pour un crédit dont on n'aura pas besoin dans l'année. Lorsque vous aurez à payer cette dette, il sera temps de nous demander les crédits.

Je n'insiste pas sur ce sujet qui n'est, en somme, que rétrospectif, car je ne veux apporter aucun retard au vote du budget. Je demande simplement, monsieur le mi-

nistre, que, pour l'avenir, vous veuillez bien tenir compte de cette observation.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation dans la discussion générale?... Elle est close.

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE 1^{er}

BUDGET ORDINAIRE DES SERVICES CIVILS

§ 1^{er}. — Crédits ouverts.

« Art. 1^{er}. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

« Ces crédits s'appliquent :

« 1 ^o A la dette publique, pour	4.770.484.739
« 2 ^o Aux pouvoirs publics, pour	20.019.388
« 3 ^o Aux services généraux des ministères, pour	2.028.390.941
« 4 ^o Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour	1.069.349.163
« 5 ^o Aux remboursements, restitutions et non-valeurs, pour	73.041.900

« Total

7.961.286.131 »
Je donne lecture des chapitres de l'état A qui ont été modifiés par la Chambre des députés :

Ministère des finances

1^{re} partie. — Dette publique.

Dette consolidée.

Dette remboursable à terme ou par annuités.

« Chap. 21. — Intérêts de la dette flottante du Trésor, 1,074,277,850 fr. » — (Adopté.)

Dette viagère.

« Chap. 31. — Supplément à la dotation de l'ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'ordre et des médaillés militaires, 11,906,707 fr. » — (Adopté.)

2^e partie. — Pouvoirs publics

« Chap. 50. — Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés, 12,199,388 fr. » — (Adopté.)

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 52. — Personnel de l'administration centrale du ministère. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre pour le service des bons et obligations de la défense nationale et pour le service des pensions, 3,252,021 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 55. — Commission des changes. — Personnel, 68,430 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 56. — Commission des changes. — Matériel, 10,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 63. — Matériel de l'administration centrale, 1,355,877 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 64 bis. — Impressions relatives au service des allocations temporaires aux petits retraités de l'Etat, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 71. — Fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 2,423,820 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 73. — Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances, comprenant les frais du personnel auxiliaire et du matériel à leur charge, 1,851,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 82. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 8,041,470 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 83. — Allocations temporaires aux petits retraités de l'Etat (lois des 18 octobre 1917 et 30 avril 1918), 58 millions de fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 89. — Indemnités diverses de l'administration des contributions directes et du cadastre, 4,264,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Mutations cadastrales, 383,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 101. — Remises proportionnelles des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires, 12,851,120 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 107. — Traitements du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 21,261,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 109. — Indemnités diverses et secours du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 1,707,174 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 111 bis. — Frais concernant l'exécution de la loi du 9 mars 1918 relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, 70,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 146. — Subvention à l'imprimerie nationale pour le payement des salaires des ouvriers mobilisés, 2,229,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 146 bis. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement, 300 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la justice.

1^{re} section. — Services judiciaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 11. — Cours d'appel. — Personnel, 5,877,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Tribunaux de première instance. — Personnel, 14,084,412 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Tribunaux de commerce, 346,960 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Tribunaux de simple police, 167,640 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Justices de paix, 15,053,050 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 620,100 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Services pénitentiaires.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 25. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 542,280 fr. » — (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. —

Personnel de l'administration centrale, 1,339,591 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Frais de représentation, 1,311,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — OEuvres françaises en Orient, 1,770,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — OEuvres françaises au Maroc, 905,860 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24 bis. — Construction de deux écoles primaires françaises à Tanger, 310,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 23,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38. — Dépenses de la commission permanente internationale des contingents, du comité d'action économique, des bureaux économiques en Suisse et du bureau des licences d'importation à Londres, 275,900 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 22. — Indemnités du personnel de l'administration des *Journaux officiels*. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 68,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des *Journaux officiels*, 1,782,479 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Matériel des *Journaux officiels*, 3,600,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 57. — Secours d'extrême urgence, 80,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Frais de transport gratuit des personnes sans ressources, 6,500,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 67. — Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime, 361,800 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 71. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile, 3,289,120 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 72. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile. — Renforcement de personnel pour la durée de la guerre, 543,480 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 73. — Indemnités journalières aux agents de police auxiliaires, 2,713,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 78. — Frais d'application dans les départements du décret du 2 avril 1917 portant création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers, 430,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 81. — Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires et agents de la sûreté générale, 2,007,940 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 84. — Frais de police de l'agglomération lyonnaise, 3,872,636 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 85. — Frais de la police marseillaise, 5,297,690 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Secours d'extrême urgence aux victimes nécessiteuses de calamités publiques, 5,200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 109. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 643,650 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

Mines et Combustibles.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Personnel.

1 « Chap. 14. — Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires, 37,960 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Bureau des combustibles végétaux, 38,304 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires

pour charges de famille, 19,500 fr. — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

1^{re} section. — Instruction publique.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 132. — Traitements du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes, 352,902,461 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 137. — Frais de suppléance et de maladie des instituteurs et des institutrices, 2,210,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 138. — Indemnités de remplacement des institutrices en couches, 873,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 155. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 8,093,400 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Beaux-arts.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 99. — Services des eaux de Versailles et de Marly. — Renforcement des moyens d'élevation de la machine de Marly, 275,803 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100 bis. — Construction d'un immeuble, avenue de Suffren, pour la marine, 44,182 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande.

1^{re} section. — Commerce et industrie.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 36. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Personnel. — Traitements et salaires, 22,260 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Postes et télégraphes.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 411,310 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 13,115,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4 quinquies. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille. — Service des comptes courants et chèques postaux, 1,950 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 11. — Rétribution des agents non commissionnés et frais d'aide, 13,152,103 francs » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Chaussures, habillement, équipement, frais de premier établissement, 7,613,689 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier, 13,961,164 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Matériel des bureaux, 7,549,097 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Construction de wagons-poste, 1,955,438 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Achat de voitures automobiles pour l'organisation de courriers transportant les dépêches postales, les voyageurs et les messageries ; frais d'exploitation de ces courriers, 540,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Matériel des postes télégra-

phiques et téléphoniques — Travaux neufs, 15,543,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 12,982,824 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs, 149,132 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40 bis. — Transports postaux par avions. — Traitements et soldes du personnel, 82,757 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40 ter. — Transports postaux par avions. — Indemnités diverses du personnel civil et militaire. — Pensions, 103,938 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40 quater. — Transports postaux par avions. — Matériel et dépenses diverses, 632,093 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45 bis. — Personnel des bureaux de chèques, 434,249 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45 ter. — Indemnités et dépenses diverses du personnel. — Service des comptes courants et chèques postaux, 60,301 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 45 quater. — Dépenses de matériel. — Service des comptes courants et chèques postaux, 717,174 fr. » — (Adopté.)

3^e section. — Transports maritimes et marine marchande.

3^e partie. — Services généraux des ministères

« Chap. 1. — Traitements du personnel de l'administration centrale, 647,701 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 664,240 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Encouragements aux pêches maritimes, 3,016,375 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Subvention à la caisse des invalides de la marine et à la caisse de prévoyance, 17,257,557 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 183,750 fr. » — (Adopté.)

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

3^e partie — Services généraux des ministères.

« Chap. 69. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 99,060 fr. » — (Adopté.)

Ministère des colonies.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Dépenses civiles.

1^{re} section. — Dépenses d'intérêt commun.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel civil de l'administration centrale, 1,057,754 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Subventions à des sociétés et à des œuvres intéressant les colonies, 185,784 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Subvention au jardin colonial, 49,796 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 75,350 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Subventions temporaires aux budgets locaux et à divers chemins de fer coloniaux.

« Chap. 40. — Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, 2,635,200 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

1^{re} section. — Agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 29 bis. — Participation aux frais de transport par mer des machines de récolte importées avant le 1^{er} août 1918, 1,500,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 80. — Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles, 12,821,053 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 85. — Frais de tournées des inspecteurs de la répression des fraudes. — Secours, allocations diverses, indemnités, 197,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 88. — Office des produits chimiques agricoles. — Personnel, 31,720 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 89. — Office des produits chimiques agricoles. — Matériel, 14,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 93. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 2,040,480 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 114. — Primes pour la destruction des loups et des sangliers. — Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture dans les forêts domaniales, 1,164,000 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Ravitaillement général.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du sous-secrétaire d'Etat et personnel de l'administration centrale, 660,410 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Indemnités au cabinet du sous-secrétaire d'Etat. — Indemnités spéciales. — Travaux extraordinaires et allocations divers. — Secours au personnel de l'administration centrale, 40,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Frais d'enquête, de missions et de déplacements, 80,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 250,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère des travaux publics et des transports.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Dépenses ordinaires.

§ 1^{er}. — Personnel.

« Chap. 30. — Personnel des phares et balises. — Indemnités diverses non permanentes, frais de changement de résidence, secours, etc., 84,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 50. — Nivellement général de la France. — Frais généraux de personnel, 42,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 56. — Frais des bureaux des ingénieurs des mines attachés au contrôle des chemins de fer, 15,800 fr. » — (Adopté.)

Dépenses extraordinaires.

§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'Etat.

« Chap. 78. — Insuffisance des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat, 220,529,400 fr. » — (Adopté.)

Je consulterai le Sénat sur l'ensemble de

l'article 1^{er}, après qu'il aura été statué sur les divers articles de la loi de finances.

§ 2. — Impôts et revenus autorisés.

I. — Impôts directs.

« Art. 3 bis. — L'article 13 de la loi du 15 juillet 1914 est ainsi complété :

« Sont considérés comme personnes à la charge du contribuable jusqu'à la fin des hostilités les descendants mobilisés, soldats, caporaux ou sous-officiers, devenus majeurs au cours de la guerre. » — (Adopté.)

II. — Autres impôts et revenus.

« Art. 9 bis. — Les articles 4 et 5 de la loi du 27 mai 1918 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 4. — Si un accord n'intervient pas, les insuffisances dans les déclarations seront constatées par voie d'expertise à laquelle il sera procédé dans les formes prescrites par l'article 5 de la loi du 27 février 1912 et par les dispositions non contraires des lois antérieures, et l'insuffisance constatée donnera lieu à la perception d'une amende suivant le principe établi dans l'article 5 de la loi du 27 ventôse an IX et dans les conditions fixées par l'article 5 ci-après de la présente loi. »

« Art. 5. — Si l'insuffisance constatée est égale ou inférieure à un dixième de la valeur déclarée de l'immeuble, il n'y aura pas lieu à amende, ni à droit en sus et les frais d'expertise et d'instance resteront à la charge de l'administration.

« Si l'insuffisance est supérieure à un dixième, mais inférieure à un cinquième, les contrevenants supporteront la totalité des frais et payeront, à titre d'amende, un quart de droit en sus.

« Si l'insuffisance est égale ou supérieure à un cinquième, ou inférieure à un quart, les contrevenants supporteront la totalité des frais et payeront, à titre d'amende, un demi-droit en sus.

« Enfin, si l'insuffisance est égale ou supérieure à un quart, les contrevenants supporteront la totalité des frais et payeront, à titre d'amende, un droit en sus.

« Dans tous les cas, si l'insuffisance est reconnue volontairement avant le dépôt du rapport des experts, il sera fait remise d'un quart de l'amende encourue, sans préjudice du paiement des frais à la charge des contrevenants.

« Aucune dérogation n'est apportée aux dispositions de l'article 12 de la loi du 8 avril 1910 pour le cas où l'insuffisance présente le caractère d'une dissimulation frauduleuse. » — (Adopté.)

« Art. 13. Le droit de 0,20 p. 100 édicté par l'article 19 de la loi du 28 avril 1893 et par l'article 5 de la loi du 22 avril 1905, pour les actes désignés dans l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872 est porté à 1 p. 100, sans addition de décimes, sauf en ce qui concerne les partages et les consentements à mainlevée d'hypothèques, qui seront assujettis à un droit de 0,50 p. 100, sans addition de décimes. » — (Adopté.)

« Art. 14 bis. — Les dispositions de l'article 14 de la présente loi s'appliqueront, à partir du 1^{er} juillet 1918, aux sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre les accidents corporels ou les accidents ou risques matériels.

« Le taux de la taxe annuelle et obligatoire représentative des droits d'enregistrement est fixé à 1,25 p. 100, sans addition de décimes, du total des versements faits chaque année à ces sociétés, compagnies et autres assureurs. » — (Adopté.)

« Art. 14 ter. — Lorsqu'un Français, domi-

cilié en France, souscrit à l'étranger une assurance sur la vie, un contrat de rente viagère ou une assurance contre les accidents corporels ou contre les accidents matériels auprès d'une compagnie étrangère, il est tenu :

« 1° De passer au bureau de l'enregistrement de son domicile, dans les trois mois à compter de la date de la police, une déclaration faisant connaître la date de la police, la compagnie ou l'assureur avec lequel l'assurance ou la rente a été contractée, le montant du capital assuré ou de la rente, le montant de la prime, unique ou annuelle, la date stipulée pour le paiement des primes, les nom et domicile de la personne sur la tête de laquelle l'assurance ou la rente a été contractée, les nom et domicile du bénéficiaire désigné, l'époque à laquelle le capital assuré ou la rente a été stipulé payable;

« 2° D'acquitter chaque année, dans les 3 mois à compter de l'échéance stipulée pour chaque prime, au bureau de l'enregistrement qui a reçu la déclaration, la taxe d'abonnement représentative des droits d'enregistrement édictée par les articles qui précèdent.

« Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende égale au quintuple des taxes exigibles et non payées dans le délai légal, sans addition de décimes, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr., sans addition de décimes, et à 500 fr., sans addition de décimes, si l'assurance n'a pas été déclarée dans le délai légal. » — (Adopté.)

« Art. 15. — L'article 8, paragraphe 1^{er} de la loi du 13 brumaire an VII est modifié comme suit :

« Droit de timbre en raison de la dimension du papier :

- « La feuille de grand registre, 6 francs ;
 - « La feuille de grand papier, 4 francs ;
 - « La feuille de moyen papier, 3 francs ;
 - « La feuille de petit papier, 2 francs ;
 - « La demi-feuille de petit papier, 1 franc.
- « Ces droits ne sont pas sujets aux décimes.

« Art. 16. — Le taux de la taxe annuelle et obligatoire d'abonnement au timbre, à laquelle les contrats d'assurances contre l'incendie sont soumis par l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 est élevé à 7 centimes par 1,000 fr. du total des sommes assurées pour les assurances à primes et à 5 centimes par 1,000 fr. pour les assurances mutuelles, sans addition de décimes.

« Le taux de la taxe annuelle et obligatoire d'abonnement au timbre, à laquelle les caisses départementales administrées gratuitement, ayant pour but d'indemniser ou de secourir les incendiés au moyen de collectes, sont soumises par les articles 37 de la loi du 5 juin 1850 et 8 de la loi du 29 décembre 1884, est élevé à 2 p. 100 du total des collectes de l'année, sans addition de décimes.

« Le taux de la taxe annuelle et facultative d'abonnement au timbre, établie pour les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre la mortalité des bestiaux, contre la gelée, les inondations et autres risques agricoles par la loi du 9 mai 1860 et par l'article 18 de la loi du 2 juillet 1862, est élevé à 6 centimes par 1,000 fr. du total des sommes assurées, sans addition de décimes.

« Le taux de la taxe annuelle et obligatoire d'abonnement au timbre, à laquelle les contrats d'assurance et les contrats de rente viagère passés par les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs sur la vie sont soumis par les articles 37 de la loi du 5 juin 1850, 8 de la loi du 29 décembre 1884 et 16 de la loi du 18 avril 1893, est élevé à 4 fr. par 1,000 fr. du total des versements faits chaque année aux sociétés, compa-

gnies et assureurs ou des capitaux encaissés comme prix de la constitution de rentes viagères, sans addition de décimes. » — (Adopté.)

« Art. 16 bis. — Les dispositions des allinées 1, 5, 6 et 7 de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 s'appliqueront aux sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre les accidents corporels ou les accidents ou risques matériels.

« Le taux de la taxe annuelle et obligatoire d'abonnement au timbre est fixé à 4 fr. par 1,000 fr., sans addition de décimes, du total des versements faits chaque année aux sociétés, compagnies et autres assureurs. » — (Adopté.)

« Art. 17. — Les dispositions de l'article 15 relatives au droit de timbre de dimension entreront en vigueur le 1^{er} août 1918 et celles des articles 16 et 16 bis relatives aux taxes annuelles d'abonnement au timbre le 1^{er} juillet 1918. » — (Adopté.)

§ 3. — Evaluation des votes et moyens.

« Art. 39. — Les votes et moyens applicables aux dépenses du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 sont évalués, conformément à l'état C annexé à la présente loi, à la somme totale de 8 milliards 9,432,453 fr. » — (Adopté.)

TITRE II

BUDGETS ANNEXES

« Art. 41. — Les budgets annexes rattachés au présent budget sont fixés, en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1918, à la somme de 1,030,070,453 fr., conformément à l'état D annexé à la présente loi. »
Je donne lecture des chapitres de l'état D qui ont été modifiés par la Chambre des députés :

Ministère des finances.

IMPRIMERIE NATIONALE

« Chap. 7. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 103,320 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor, 263,713 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la justice.

LÉGION D'HONNEUR

Dépenses ordinaires.

« Chap. 16. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 1,500 fr. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes des transports maritimes et de la marine marchande.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Intérêts à servir aux déposants et frais d'administration.

« Chap. 8. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de familles, 37,500 fr. » — (Adopté.)

Dotation.

« Chap. 13. — Versement à la dotation du produit de la dotation « Immeubles » (loi du 9 avril 1881), 3,500 fr. » — (Adopté.)

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE

« Chap. 15. — Attribution aux personnels

civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille, 3,240 fr. » — (Adopté.)

Ministère des travaux publics et des transports.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

1^{re} section. — Dépenses ordinaires.

Dépenses d'exploitation proprement dites.

« Chap. 1^{er}. — Administration centrale et dépenses générales. — Personnel, 74,018,700 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Administration centrale et dépenses générales. — Dépenses autres que celles du personnel, 8,562,900 fr. » — (Adopté.)

Application de l'article 3 de la convention du 10 novembre 1916.

« Chap. 17 bis. — Remboursement à faire à l'Etat en exécution de l'article 3 de la convention du 10 novembre 1916, 10,020,600 francs. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 41. (L'article 41 est adopté.)

Je donne maintenant lecture de l'article 1^{er} avec les chiffres qui résultent des votes que le Sénat vient d'émettre :

« Art. 1^{er}. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

« Ces crédits s'appliquent :

« 1° A la dette publique, pour.....	4.770.484.739
« 2° Aux pouvoirs publics, pour.....	20.019.388
« 3° Aux services généraux des ministères, pour.....	2.028.390.941
« 4° Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour.....	1.069.349.163
« 5° Aux remboursements, restitutions et non-valeurs, pour.....	73.041.900

Total..... 7.961.285.131 »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	228
Majorité absolue.....	115
Pour.....	228

Le Sénat a adopté.

12. — DÉPÔT D'AVIS

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Milliès-Lacroix. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but d'attribuer à la marine un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur.

M. le président. L'avis sera imprimé et distribué.

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Etienne Flaminio tendant à compléter, la loi du 24 juillet

1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés (puissance paternelle);

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi du 5 août 1914 sur la prorogation des échéances des valeurs négociables en ce qui concerne l'exception de mobilisation;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but d'attribuer à la marine un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur;

Discussion de l'interpellation de M. Etienne Flandin sur les mesures que compte prendre le Gouvernement à l'effet d'accroître, pendant la guerre et après la guerre, la force de production de notre empire colonial;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser la cession à M. Balande fils aîné du terrain de la batterie de Doniambo à Nouméa (Nouvelle-Calédonie);

1^{re} délibération sur le projet de loi relatif à l'audition dans les procédures civiles des témoins mobilisés.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

13. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

M. Peytral. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Peytral.

M. Peytral. J'ai l'honneur de prier le Sénat de vouloir bien fixer sa prochaine séance au lundi 15 juillet.

Je crois que dans cette réunion du lundi 15 juillet le Sénat pourrait liquider l'ordre du jour qu'il vient d'approuver. L'interpellation de M. Flandin pourrait venir en temps voulu. M. Flandin consent à ce qu'elle soit renvoyée du 5, date primitivement fixée, au 15, et le 16 la haute Cour continuerait ses travaux.

M. Larere. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Larere.

M. Larere. Messieurs, je crois que, dans les circonstances actuelles, le Sénat ne peut se renvoyer à une date aussi éloignée.

Nous avons, il y a quelques jours, fixé au 4 juillet la discussion d'une interpellation. Tout le monde peut donc s'attendre à ce qu'il y ait séance à cette date puisque ladite interpellation a été fixée d'accord entre l'honorable interpellateur et le Gouvernement.

Le *Journal officiel* l'indique expressément, les journaux l'ont répété. Le public, qui se préoccupe justement de ce qui se fait et se dit au Parlement, sait donc que le Sénat doit se réunir le 4; quelle raison peut-on donner pour renvoyer cette réunion au 15?

Il serait imprudent, vu les circonstances actuelles, de fixer notre prochaine séance à une date aussi éloignée; un aussi long délai pourrait être mal interprété.

Je proposerais donc la date du 6 ou, si vous le préférez, celle du 9.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. J'appuie très énergiquement la proposition de M. Larere.

J'estime que le Sénat ne devrait pas s'ajourner au delà du 5 juillet, mais puisque la fête américaine est fixée au 4, je transigerai volontiers en faveur de la date indiquée par mon collègue M. Larere. Je prie donc M. Peytral de vouloir bien se rallier à cette proposition transactionnelle, car, encore une fois, la date du 15 juillet ne serait ni de mise, ni de saison.

M. Etienne Flandin. Il est bien entendu que, quelle que soit la date de la prochaine séance, la discussion de mon interpellation aura lieu avant la réunion de la Cour de justice. Il semble d'ailleurs que la date du 9 rallierait tous les suffrages. En tout cas, j'insiste pour qu'à la séance prochaine, mon interpellation figure en tête de l'ordre du jour. (*Adhésion.*)

M. Dominique Delahaye. Dans, ces conditions, nous sommes tous d'accord et la date du 9 réalise l'union sacrée.

M. le président. Je mets aux voix la date du 9 juillet.

(Cette date est adoptée.)

M. le président. Donc, messieurs, le Sénat, se réunira en séance publique le mardi 9 juillet.

La commission des finances, d'accord avec M. le ministre des finances, demande au Sénat de suspendre la séance jusqu'à six heures et demie. (*Assentiment.*)

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

(La séance, suspendue à dix-sept heures cinq, est reprise à dix-huit heures cinquante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

13. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. L.-L. Klotz, *ministre des finances*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés, adoptés avec modifications par le Sénat, modifiés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils;

Le 2^e, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918,

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission des finances.

Ils seront imprimés et distribués.

14. — DÉPÔT DE RAPPORT. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI. — OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1918.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la commission des finances*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

Je demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture du rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, un seul désaccord subsiste entre la Chambre et le Sénat sur le projet de loi soumis à vos délibérations. Il porte sur l'article 7, relatif à l'indemnité de combat. Le Sénat aurait voulu que cette indemnité fut attribuée à tous les officiers indistinctement, aussi bien aux officiers supérieurs et généraux qu'aux officiers subalternes. La Chambre a persisté à penser qu'il n'y a pas lieu d'en accorder le bénéfice aux officiers généraux et supérieurs, et elle a prononcé la disjonction de l'article dont il s'agit.

La commission des finances ne veut pas prolonger un désaccord, qui d'ailleurs n'est pas très grave, mais, en vous demandant d'accepter la disjonction, elle exprime le regret que la Chambre n'ait pas voulu suivre le Sénat, eu égard aux sentiments qu'il avait dicté son vote. (*Très bien!*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence demandée par la commission d'accord avec le Gouvernement.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de nos collègues, dont voici les noms : MM. Peytral, Doumer, Fleury, Jénouvrier, Hubert, Menier, Castillard, Chastenet, Brindeau, Nègre, Magny, Milliard, Courrégelongue, Raymond Leygue, Develle, Bourgenel, Agullion, Lourties, Doumergue, plusieurs signatures illisibles.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. La seule disposition qui doive être soumise au vote du Sénat constitue l'article 7 du projet de loi.

J'en donne lecture :

« Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 9 avril 1918 concernant l'indemnité de combat est remplacé par le suivant :

« Par modification aux dispositions de l'article 11 de la loi du 31 mars 1917, le bénéfice de cette indemnité s'étendra non seulement aux soldats, caporaux et sous-officiers, mais encore aux officiers, engagés directement dans le combat, à dater du 1^{er} janvier 1918. »

Votre commission vous demande de disjoindre cet article.

Je consulte le Sénat sur la disjonction demandée par la commission des finances. (La disjonction est prononcée.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour.....	231

Le Sénat a adopté.

15. — DÉPÔT DE RAPPORT. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI OUVRANT DES CRÉDITS ADDITIONNELS AUX CRÉDITS PROVISOIRES.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au

Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Millière-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, la Chambre a réintroduit dans le projet de loi une disposition que vous en aviez disjointe. Elle avait voté une première fois un article proposé par le Gouvernement et qui avait pour objet de confier au pouvoir exécutif le soin de déterminer les conditions dans lesquelles serait appliquée à la ville de Paris et au département de la Seine la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés. La commission des finances et le Sénat avaient considéré que cette disposition ne devait pas être insérée dans ce projet de loi; ils estimaient surtout qu'il était inadmissible de donner au pouvoir exécutif le droit de modifier par décret un texte législatif. La haute Assemblée avait, en conséquence, disjoint cette disposition pour en faire l'objet d'une loi spéciale, qu'elle avait d'ailleurs votée, immédiatement après les crédits additionnels. Cette loi comptait un article unique ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront appliqués les articles 4, 5, 9, 12 et 16 de la loi du 19 avril 1908. »

A la Chambre des députés cette procédure n'a pas prévalu. La Chambre a estimé qu'il y avait lieu d'aller très rapidement en raison des circonstances. Elle a insisté pour que cette disposition législative fût insérée dans le présent projet de loi et ne fit point l'objet d'une loi spéciale.

Sur ce point, il ne pouvait pas y avoir grande difficulté. La commission des finances a été tout de suite d'accord pour donner satisfaction à la Chambre des députés.

Mais il nous est apparu qu'il était indispensable de donner seulement au Gouvernement le droit de déterminer par un décret simple les modalités dans lesquelles seront appliquées à la ville de Paris et au département de la Seine les dispositions d'ordre réglementaire qui sont dans la loi.

Dans ces conditions, nous avons arrêté, d'accord avec le Gouvernement, un texte auquel nous espérons que la Chambre se ralliera. Nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter cette disposition, qui est ainsi conçue :

« Un décret déterminera les conditions d'application particulières à la ville de Paris et au département de la Seine des articles 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12 et 15... » — c'est-à-dire des dispositions qui ont un caractère purement réglementaire — « ... de la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés ». (Très bien! très bien!)

Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Peytral, Fleury, Jénouvrier, Develle, Lourttes, Bourganet, Aguillon, Doumer, Raymond Leygue, Doumergue, Hubert, Menier, Castillard, Courrégeloungue, Magnv, Brindeau, Nègre, Millard, Chastenot, plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate. (La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture du texte présenté par la commission des finances pour l'article 8, qui est maintenant seul en discussion :

« Art. 8. — Un décret déterminera les conditions d'application particulières à la ville de Paris et au département de la Seine des articles 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12 et 15 de la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés. »

Quelqu'un demande-t-il la parole sur le texte proposé par la commission?...

Si personne ne demande la parole, je le mets aux voix.

(L'article 8 proposé par la commission est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	225
Majorité absolue.....	113
Pour.....	225

Le Sénat a adopté.

Messieurs, le projet de budget doit retourner à la Chambre. M. le ministre des finances nous demande de suspendre la séance pendant un quart d'heure. (Assentiment.)

Il en est ainsi décidé.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures quinze, est reprise à dix-neuf heures vingt-cinq minutes.)

M. le président. Messieurs, la Chambre des députés ayant adopté sans modification le texte de la loi de finances voté par le Sénat, l'accord est complet entre les deux Assemblées.

Je rappelle au Sénat qu'il a fixé au mardi 9 juillet, à trois heures, la date de sa prochaine séance publique.

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures trente minutes.)

Le Chef adjoint du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales. »

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat. »

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale. »

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

2032. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1918, par M. Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un ancien soldat conducteur, mobilisé dans un régiment d'artillerie, puis versé comme conducteur dans un régiment d'infanterie où il a conservé son emploi d'octobre 1914 à janvier 1918, date de la dissolution de son régiment, versé à cette date comme combattant dans une compagnie d'infanterie, ne peut pas obtenir d'être versé dans son ancienne arme, l'artillerie.

2033. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1918, par M. Mascaraud, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les commandants de parets d'artillerie divisionnaires, auxquels la note 7024 du 9 décembre 1916, a conféré les droits de chef de corps, n'ont pas, à ce titre, qualité pour accorder des citations à l'ordre du régiment aux militaires sous leurs ordres.

2034. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1918, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il ne pourrait retarder en Savoie, jusqu'à la fin des travaux agricoles et de la période d'alpage, la réquisition des chevaux et surtout des mulets.

2035. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1918, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le garde des sceaux, ministre de la justice si une commission arbitrale a le droit de décider la saisie-gagerie du mobilier et l'expulsion de son appartement et de son magasin fermé depuis le début des hostilités d'un commerçant mobilisé et de sa famille, sous le prétexte que les époux sont séparés de biens et que le bail est au nom de l'épouse.

Annexes au procès-verbal de la séance du 28 juin.

SCRUTIN (N° 24)

Sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Nombre des votants.....	219
Majorité absolue.....	110
Pour l'adoption.....	219
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguillon, Albert Peyronnet, Amie, Aubry, Aunay (d').

Barbier (Léon), Belhomme, Bepmale, Bérard (Alexandre), Bersez, Bienvenu Martin, Blanc, Bodinier, Boivin-Champeaux, Bollat, Bonnefoy-Sibour, Bonnelat, Bony-Cisternes, Boucher (Henry), Boudenoit, Bourganet, Bourgeois (Léon), Brindeau, Bussièrre, Buterlin.

Cabart-Danneville, Cannac, Capéran, Castillard, Catalogne, Cauvin, Cazeneuve, Chapuis, Charles Chabert, Charles-Dupuy, Chastenot (Guillaume), Chaumié, Chautemps (Emile), Chauveau, Chéron (Henry), Clémenceau, Codot (Jean), Colin (Maurice), Combes, Cordelet, Courcel (baron de), Courrégeloungue, Couyba, Crémieux (Fernand), Crépin, Cuvinot.

Daniel, Darbot, Daudé, Debierre, Defumade, Dehove, Delahaye (Dominique), Delhon, Dellestable, Deloncle (Charles), Destieux-Junca, Develle (Jules), Doumer (Paul), Doumergue (Gaston), Dupont, Dupuy (Jean), Elva (comte d'), Empereur, Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron, Fagot, Farny, Félix Ma-

tin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de). Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascaraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Millard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.
Ordinaire (Maurice).
Ournac.

Parns (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchat. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philippot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Audren de Kerdel (général). Brager de La Ville-Moysan. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Humbert (Charles). Jonnart. Kéranflec'h (de). Kérouartz (de). La Batut (de). Lamarzelle (de). Larere. Riou (Charles). Tréveneuc (comte de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy.
Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage.
Faisans.
Genet.
Martinot.
Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour l'adoption.....	231
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 25)

Sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917.

Nombre des votants.....	225
Majorité absolue.....	113
Pour l'adoption.....	225
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Gauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Debove. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron. Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Gaup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet.

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascaraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Millard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Parns (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchat. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Philippot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteaux. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin.

Dron. Dubost (Antonin).
Ermant.
Humbert (Charles).
Jonnart.
La Batut (de).
Peytral.
Sabaterie.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE
comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy.
Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ

MM. Beauvisage.
Faisans.
Genet.
Martinot.
Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	229
Majorité absolue.....	115
Pour l'adoption.....	229
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 26)

Sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

Nombre des votants.....	227
Majorité absolue.....	114
Pour l'adoption.....	227
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Gauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Debove. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean). Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron. Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet.

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

La marzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Legios. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourtias. Lucien Cornet. Maguy. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat. Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac. Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisère (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénil. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Humbert (Charles). Jonnart. La Batut (de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage. Faisans. Genet. Martinet. Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	228
Majorité absolue.....	115
Pour l'adoption.....	228
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 27)

Sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1917 à l'exercice 1918 (art. 11 de la loi de finances du 27 février 1912).

Nombre des votants.....	226
Majorité absolue.....	114
Pour l'adoption.....	226
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Agullon. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d'). Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu

Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussiére. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Dehove. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Fabien Cesbron. Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentilliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guinand.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet.

Jaillé (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranflech (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Legios. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourtias. Lucien Cornet.

Maguy. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël. Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisère (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénil. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Estournelles de Constant (d'). Humbert (Charles). Jonnart. La Batut (de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage. Faisans.

Genet. Martinet. Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	227
Majorité absolue.....	114
Pour l'adoption.....	227
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 28)

Sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1918 de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918.

Nombre des votants.....	225
Majorité absolue.....	113
Pour l'adoption.....	225
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Agullon. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussiére. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Courdelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Dehove. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur.

Fabien Cesbron. Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentilliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guinand.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet.

Jaillé (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranflech (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Legios. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourtias. Lucien Cornet.

Maguy. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël. Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Ribolsière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Tournon. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Estournelles de Constant (d'). Humbert (Charles). Jonnard. La Batut (de). Saint-Romme.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage. Faisans. Genet. Martinet. Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour l'adoption.....	231
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 29)

sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Nombre des votants.....	224
Majorité absolue.....	113
Pour l'adoption.....	224
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon. Albert Peyronnet. Amie. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussiére. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazenouve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemençon. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelougue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Deheve. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-

Junea. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Fabien Cosbron. Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaisnières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Gentiliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guiloteaux. Guingand.

Hayez. Henri-Michel. Henry-Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet.

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranlec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël. Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philippot. Pichon (Stéphen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Ribolsière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Tournon. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Daniel. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Estournelles de Constant (d'). Humbert (Charles). Jonnard. La Batut (de). Servant.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage. Faisans. Gene. Martinet. Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	228
Majorité absolue.....	115
Pour l'adoption.....	228
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 30)

sur le projet de loi, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils.

Nombre des votants.....	204
Majorité absolue.....	103
Pour l'adoption.....	204
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon. Albert Peyronnet. Amie. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussiére. Butterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazenouve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemençon. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinot.

Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Dehove. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaisnières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guiloteaux. Guingand.

Hayez. Henri-Michel. Henry-Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet.

Jeanneney. Jouffray.

Kéranlec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larère. Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Martell. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (Jules). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël. Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philippot. Pichon (Stéphen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Simonet. Steeg (T.). Surreaux. Thiéry (Laurent). Tournon. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d') prince d'Hénin. Bodinier. Cabart-Danneville. Chastenet (Guillaume). Courrégelougue. Crépin. Daniel. Delahaye (Dominique). Dron. Dubost (Antonin). Elva (comte d'). Ermant. Fabien-Cosbron.

Gaudin de Villaine.
Humbert (Charles).
Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier. Jennart.
La Batut (de). Las Cases (Emmanuel de).
LeRoux (Paul). Limon.
Maillard. Mercier (général). Merlet. Monis (Ernest). Monnier.
Riboisière (comte de la).
Servant.
Thounens.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzy.
Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage.
Faisans.
Genet.
Martinet.
Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	230
Majorité absolue.....	116
Pour l'adoption.....	230
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 31)

Sur le projet de loi, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Nombre des votants.....	201
Majorité absolue.....	101
Pour l'adoption.....	201
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Amic.
Aubry. Aunay (d').

Barbier (Léon). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Beny-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brindeau. Bussière. Buterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinot.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Debove. Deihon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Dompèrgue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean). Dumpeur. Estournelles de Constant (d').

Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaisières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guériu (Eugène). Guilleaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguot. Jeanneney. Jouffray.

Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascaraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (Jules). Milan. Milliard. Milliès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuilart. Monservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Parns (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philipot. Pichon (Stéphen). Poirson. Potié. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymoneng. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Rouby. Rouland Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonot. Steeg (T.). Surreaux.

Thiéry (Laurent). Touron. Trystram. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Audren de Kerdel (général).

Bodinier. Brager de La Ville-Moysan. Cabart-Danneville. Chastenet (Guillaume). Courrégelongue. Crépin.

Delahaye (Dominique). Dron. Dubost (Antonin).

Elva (comte d'). Ermant.

Fabien Cesbron.

Gaudin de Villaine. Guillier.

Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier. Jennart.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larere.

Mercier (général). Merlet. Monis (Ernest). Monnier.

Riou (Charles).

Thounens. Tréveneuc (comte de).

Villiers.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Gouzil.
Quesnel.
Faisans.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Beauvisage.
Genet.
Martinet.
Rivet (Gustave).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	225
Majorité absolue.....	113
Pour l'adoption.....	225
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.